

# VILLE DE TOURNAI

## Procès-verbal du Conseil communal du 23 novembre 2015

---

**Présents** : ~~M. R. DEMOTTE~~ – Président d'assemblée, ~~M. P. O. DELANNOIS~~ – Echevin délégué à la fonction maïorale,  
~~M. R. DELVIGNE~~, Mme L. DEDONDER, Echevine présidente, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. ~~V. BRAECKELAERE~~, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;  
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. ~~J.-L. CLAUX~~, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes ~~C. GUISET-LEMOINE~~, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, ~~L. D. CASTERMAN~~, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE - Conseillers communaux;  
M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint.

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le vendredi 6 novembre 2015.

Madame l'Echevine PS, Ludivine DEDONDER, préside le Conseil communal.

### 1. Communications.

\* **L'Echevine présidente** ouvre la séance publique à 19 heures 38 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 26 octobre 2015, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

D'emblée, Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, fait observer qu'ECOLO s'est abstenu sur le point 125 "Finances communales. Réactualisation du plan de gestion pour la période 2016-2020. Approbation."

\* Madame l'Echevine **présidente** invite l'assemblée à observer une minute de silence en mémoire des victimes des attentats de Paris le 13 novembre dernier.

\* Elle rend ensuite l'hommage suivant à Monsieur André WAIGNEIN, compositeur belge et ancien directeur du conservatoire, décédé récemment :

"C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris hier le décès d'André WAIGNEIN. C'est un jour de Sainte-Cécile, fête si importante pour lui, qu'il nous a quittés. André était âgé de 73 ans. Compositeur de talent, musicien renommé, André était avant tout un passionné et un pédagogue.

C'est à Mouscron dont il était originaire qu'il découvre la musique. Il la pratique avec son père au sein de l'Harmonie royale de Sainte-Cécile du Mont-à-Leux.

Naît alors en lui une passion pour la musique qui ne l'a jamais quitté.

Sa formation, il la poursuit aux conservatoires royaux de musique de Bruxelles et de Mons mais c'est au cœur d'une formation de jazz à Lille qu'il affine, polit son talent. Il commence ainsi à enseigner au sein de l'académie de musique de Mouscron.

André WAIGNEIN était un amoureux inconditionnel du jazz. Quand il reprend, en 1970, le West Music Club, il en fait l'une des formations de jazz belges les plus en vogue.

En 1977, il devient directeur de notre conservatoire de musique mais continue à enseigner aux conservatoires royaux de Mons puis de Bruxelles. Il le sera pendant près de trente ans, jusqu'à sa retraite en 2007. Il devient alors directeur honoraire.

André WAIGNEIN a laissé sa marque, son empreinte. Nous lui devons beaucoup. La musique lui doit beaucoup.

Je l'ai dit, André était un pédagogue et il est ainsi parvenu à mobiliser des centaines de jeunes, à leur faire aimer les musiques.

Il a réellement popularisé des instruments comme le saxophone ou la clarinette. Des milliers, oui des milliers de musiciens ont été formés par ses soins et ont rejoint les harmonies de notre région.

Aujourd'hui, le conservatoire de Tournai compte près de 2.000 élèves qui suivent quantité de cours différents et Michel JACOBIEK a repris le flambeau.

Il reste qu'André WAIGNEIN a réellement favorisé l'enseignement de la musique, concevant des méthodes d'apprentissage du solfège ludiques susceptibles d'amener les plus petits vers la musique, mobilisant des jeunes dans la pratique d'ensemble. Parce qu'au fond, son objectif était réellement d'encourager la formation instrumentale.

Pendant de longues années d'ailleurs, il a contribué au développement des harmonies.

Il a ainsi créé et longtemps dirigé l'Orchestre à Vent du conservatoire qui rassemblait 150 musiciens et mobilisait des jeunes dès le début de leur formation.

En 1990, André WAIGNEIN se lance dans un projet un peu fou mais qui marque encore les esprits : la «Cantate aux étoiles», interprétée par 700 choristes en création mondiale à la Cathédrale de Tournai, avant de partir en représentation dans de nombreuses villes de tout le pays.

André WAIGNEIN était un compositeur connu et reconnu en Belgique mais aussi partout dans le monde. Il a enregistré de nombreux disques.

C'était un homme de grand talent, un magicien de musique dont nous retiendrons, outre sa brillante carrière internationale, sa capacité à enseigner, à transmettre son savoir.

Dans quelques mois, le conservatoire rouvrira ses portes avec un beau projet : celui de rendre un hommage digne à André WAIGNEIN, en formant ce grand Orchestre à Vent qui est encore dans toutes les mémoires.

A ses trois enfants, Michèle, Janique et Frédéric, à sa compagne, à sa famille, à ses proches, à ses amis du conservatoire, à tous les élèves à qui il a donné le goût de la musique, nous adressons nos plus sincères condoléances."

A l'issue de cet hommage, l'assemblée est invitée à observer un instant de recueillement.

\* Le Conseil communal prend ensuite connaissance de :

- **de la réponse apportée par le ministre de la Justice, Koen GEENS, à la motion pour le maintien de lieux d'audience dans l'ancien arrondissement judiciaire de Tournai** adoptée à l'unanimité par le Conseil communal en séance du 22 septembre 2015:

"Monsieur le Bourgmestre,

J'ai bien reçu votre lettre du 28 septembre 2015, et j'en ai pris connaissance avec attention.

Je comprends naturellement vos préoccupations et vos réflexions.

Le gouvernement fédéral souhaite opérer la meilleure allocation possible des moyens disponibles pour une recherche d'efficacité maximale et d'optimisation à tout niveau des méthodes de travail.

Je me réfère également au Plan justice, qui indique qu'un exercice de rationalisation est en cours, lequel se traduira par un Masterplan "bâtiments judiciaires".

Aucune décision concrète n'a encore été prise à ce stade, la réflexion est toujours en cours.

Je prends note de vos préoccupations. Vous serez bien entendu tenu informé en temps utile."

**- de la réponse apportée par le ministre de l'Intérieur chargé de la Régie des Bâtiments, Jan JAMBON, à la motion pour le maintien de lieux d'audience dans l'ancien arrondissement de Tournai**  
adoptée à l'unanimité par le Conseil communal en séance du 22 septembre 2015:

"Monsieur le Bourgmestre,

Par la présente, j'accuse bonne réception de votre lettre dont référence sous rubrique. Celle-ci a retenu toute mon attention.

Toutefois, le maintien des lieux d'audience dans l'ancien arrondissement judiciaire de Tournai relève de la compétence du Ministre de la Justice. A cet égard, mes services transmettront votre requête à son attention.

Par ailleurs, la Régie des Bâtiments, qui relève de ma compétence, s'appliquera à mettre en oeuvre la demande qui lui sera formulée par le département susvisé en fonction des priorités qui nous seront communiquées et des moyens budgétaires qui nous seront alloués.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre et Membres du Collège, l'assurance de ma considération distinguée."

**- de l'approbation par l'autorité de tutelle du budget 2015 de la régie foncière:**

"Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des Régies communales;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le budget pour l'exercice 2015, de la Régie foncière de Tournai, voté en séance du Conseil communal du 16 décembre 2014 et parvenu à l'autorité de tutelle le 30 septembre 2015;

Vu l'avis du Centre régional d'aide aux communes rendu le 9 octobre 2015;

Considérant que le Centre régional d'aide aux communes remet un avis défavorable au vu des éléments suivants :

- le Centre s'inquiète de la réalité du budget d'exploitation 2015 de la Régie foncière, compte tenu du fait que la majorité des estimations inscrites sont identiques à celles retrouvées aux budgets 2013 et 2014;

- le Centre ne dispose pas des comptes de la Régie foncière, puisque ceux-ci n'ont jamais été clôturés et ne peut dès lors pas appréhender la justesse des crédits budgétaires adoptés et leur adéquation par rapport à la réalité;

- le Centre attend également des précisions quant à la prise en charge d'une éventuelle perte reportée et quant à l'évolution du déficit cumulé;

- il attend en outre des informations quant aux travaux programmés en 2011 dans l'optique de redynamisation de la Régie foncière et reportés successivement aux budgets 2013 et 2014. Le tableau des emprunts annexé au budget 2015 n'indique pas que de nouveaux emprunts aient été contractés depuis 2012;

- l'évolution du personnel mis à disposition de la Régie foncière par la Ville est également demandée;

- enfin, le Centre rappelle son courrier du 4 juin 2014 à destination des autorités communales de Tournai relatif aux obligations des entités consolidées dont les communes sous plan de gestion et plus particulièrement les obligations des régies.

Considérant que dans son rapport, le Centre régional d'aide aux communes souligne que les autorités communales envisagent une autre formule de gestion pour la régie;

Considérant que le budget 2015 de la régie susvisée ne comprend qu'un service ordinaire et se clôture en équilibre sans intervention communale; qu'il est permis de douter du réalisme de ce budget et de diverses inscriptions y figurant; que l'intérêt général postule toutefois de permettre à la régie de fonctionner et que, dans ce but principal voire unique, il convient d'admettre le budget présenté;

Considérant qu'il est également tenu compte de l'intention de l'autorité communale de prendre une décision que l'on espère rapide quant à l'avenir de la Régie foncière;

Considérant que le budget 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

ARRETE

Article 1er : le budget pour l'exercice 2015 de la Régie foncière de Tournai voté en séance du Conseil communal du 16 décembre 2014 est approuvé aux chiffres suivants :

SERVICE ORDINAIRE SERVICE EXTRAORDINAIRE

Dépenses 354.760,00 € 0,00 €

Recettes 354.760,00 € 0,00 €

Résultats 0,00 € 0,00 €

Article 2 : l'attention de l'autorité communale est attirée sur les remarques suivantes :

- le budget 2015 de la Régie foncière a été voté en séance du Conseil communal le 16 décembre 2014 mais a été transmis tardivement au service de tutelle, soit le 30 septembre 2015. Il y a lieu de veiller, à l'avenir, à un meilleur respect des dispositions de l'article L3132-1 § 1<sup>er</sup> du C.D.L.D., à savoir : l'obligation de transmettre les budgets et comptes des Régies accompagnés de leurs pièces justificatives dans les 15 jours de leur adoption;

- le formalisme lié à la réforme des grades légaux impose de mentionner dans la délibération la communication du dossier (quel qu'en soit le montant) au directeur financier et l'avis rendu ou non par celui-ci (ce dernier point étant rencontré par la délibération);

- il est tenu compte de l'intention de l'autorité locale de prendre une décision quant à l'avenir de cette Régie. Ce budget est dès lors approuvé essentiellement pour ne pas entraver le bon fonctionnement de la Régie au cours de l'exercice 2015. Toutefois, il convient de régulariser les comptes de la régie et de les transmettre au plus tôt au service de tutelle. A défaut, les prochains documents budgétaires ne seront plus approuvés;

- il est rappelé qu'en vertu de l'article 16 de l'arrêté du Régent du 18 juin 1946, le budget de la Régie doit comporter la rétribution du personnel affecté spécialement à ce service, ainsi que les dépenses d'ordre social s'y rapportant et les charges de pensions;

- il est vivement recommandé de communiquer au Centre régional d'aide aux communes, les documents et informations réclamés et de l'informer des décisions qui seraient prises en ce qui concerne l'avenir de la Régie.

Article 3 : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.

Article 4 : le présent arrêté est publié par extrait au moniteur belge.

Article 5 : le présent arrêté est notifié, pour exécution, au Collège communal de Tournai. Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.

Article 6 : le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes."

A propos des courriers des Ministres GEENS et JAMBON, Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffrey HUEZ**, intervient comme suit :

"Vous avez lu les réponses que nous ont formulées les Ministres. Monsieur le Ministre JAMBON a la Régie des Bâtiments dans ses attributions. Quand il nous dit que le pouvoir de décision appartient au ministre de la justice, il doit aussi se souvenir qu'à Tournai, on a fait un choix qui est extrêmement contestable. Pendant des années, on nous a dit qu'on allait bâtir un nouveau Palais de justice. Mais on a revendu un bâtiment public occupé par le ministère des finances, rue du Château, à une société privée qui l'a aménagé, l'a reloué à la justice et l'a cédé ensuite à une banque française. On a totalement oublié le choix de départ qui était de construire un nouveau Palais de justice. On a fait marche arrière.

Monsieur le Ministre GEENS nous réserve lui une réponse de Normand. Il a déclaré sur les plateaux de télé ou de radio qu'il s'inspirait du modèle hollandais. Celui-là consiste à réduire les lieux de justice à moins d'une centaine. Il y en a plus de 200 aujourd'hui. Le ministre s'inscrit donc dans une autre conception de la justice, opposée à notre modèle qui est basé sur la proximité des justices de paix et sur l'accès à la justice. Il faut rester très vigilant au sujet de cette réponse. Je crains que la justice à Tournai reste sur la touche, et que toutes partent à Mons."

\* Pour conclure ce chapitre des communications, Madame l'**Echevine présidente** salue le retour de Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVI, dans l'assemblée communale.

<b>2. Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière. Arrêté ministériel. Tournai, chaussée de Saint-Amand. Abrogation d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 3 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries régionales;

Considérant le recommandé avec accusé de réception émanant du Service public de Wallonie, direction des routes de Mons, concernant un projet d'arrêté ministériel portant règlement complémentaire sur la police de la circulation routière sur le territoire de la Ville de Tournai relatif à l'abrogation d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées, face au n°35 de la chaussée de Saint-Amand à Tournai;

Attendu qu'en application des dispositions de l'article 3 précité, ce projet d'arrêté ministériel doit être soumis pour avis au Conseil communal;

Attendu que cet avis doit parvenir, en trois exemplaires originaux dûment revêtus des signatures du Directeur général adjoint et de l'Echevin délégué à la fonction maïorale ainsi que du sceau communal sur extrait du registre aux délibérations du Conseil communal, au service de la direction des routes de Mons, par lettre recommandée, au plus tard à l'expiration du délai légal de soixante jours prenant cours le 16 septembre 2015;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Considérant les termes de ce projet d'arrêté ministériel, à savoir :

*"Le ministre des travaux publics, de la santé, de l'action sociale et du patrimoine.*

*Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, §1, X;*

*Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 et les lois modificatives;*

*Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement sur la police de la circulation routière et les arrêtés royaux modificatifs;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014, portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 12, 7°;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014, article 3, fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 2010, article 2;*

*Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et les arrêtés modificatifs;*

*Vu le règlement complémentaire adopté par le Conseil communal de ..... en séance du ..... réceptionné à la Direction territoriale des routes de Mons, en date du .....;*

#### **ARRETE**

Article 1er : Sur le territoire de la Ville de Tournai, le long de la route régionale n°N507, dénommée "chaussée de Saint-Amand", l'emplacement de stationnement pour personnes handicapées est abrogé.

Article 2 : L'arrêté ministériel du 13 février 1997 est abrogé.

Article 3 : Les charges résultant de l'enlèvement de la signalisation et de la suppression des marquages incombent à la Ville de Tournai.

Tous les signaux contraires aux dispositions du présent règlement doivent être immédiatement enlevés.

Article 4 : Copie du présent arrêté est transmise aux greffes des tribunaux de première instance et de police à Tournai.";

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

d'émettre un avis favorable sur ce projet d'arrêté ministériel relatif à l'abrogation d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées face au n°35 de la chaussée de Saint-Amand à Tournai.

### **3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de la Culture. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue de la Culture, 83A à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1er : dans la rue de la Culture à Tournai, face au n° 83A, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

### **4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, place Crombez : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;



Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;  
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;  
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, place Crombez, 18 à 7500 Tournai;  
Considérant l'avis favorable du service de police;  
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;  
Considérant le plan de situation joint en annexe;  
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;  
Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

Article 1er : sur la place Crombez à Tournai, face au n°18, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés (stationnement en épi). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, Chemin 34.  
Mise en sens unique limité.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;  
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;  
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;  
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;  
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Vu la décision du Conseil communal du 1er juillet 1991 interdisant la circulation dans le Chemin n° 34 à Tournai pour les véhicules à moteur à plus de deux roues et les motocyclettes avec side-car, venant de Kain;  
Considérant la demande d'un riverain du Chemin n° 34 sollicitant la mise en sens unique de cette voirie;



Considérant que le service de police propose d'interdire la circulation, excepté pour les cyclistes dans le sens rue de l'Union vers la rue du Crampon afin d'éviter que les riverains du Chemin n° 34 ne doivent effectuer un trop grand détour jusqu'à la rue des Thermes à Kain pour rentrer chez eux;  
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;  
Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1er : dans le Chemin n° 34 :

- la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis la rue de l'Union à Kain à et vers la rue du Crampon à Tournai
- à ses débouchés des amorces de pistes cyclables sont délimitées au sol pour les cyclistes à contre-sens.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel M2, F19 avec panneau additionnel M4 et les marques au sol appropriées.

Article 2 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<b>6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Sainte-Catherine. Interdiction de stationnement.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain de la rue Sainte-Catherine à Tournai, sollicitant une interdiction de stationnement ou la création d'un passage pour piétons face à son domicile;

Considérant qu'un abaissement de bordure a été récemment réalisé par les services de la ville face à son domicile, de façon à lui faciliter l'accès avec son fauteuil roulant;

Attendu que cependant des véhicules se garent face à cet accès et que légalement rien n'y interdit le stationnement;

Considérant qu'après visite sur place, le service de police propose d'interdire le stationnement face au n°22 sur une distance de 1 mètre 50;

Attendu que la création d'un passage pour piétons sans aménagement ne semble pas indiquée, la largeur de la voirie étant trop importante;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE :**

Article 1er : Dans la rue Sainte-Catherine à Tournai, le stationnement est interdit, du côté et à hauteur de la porte cochère du n°22 sur une distance de 1 mètre 50.

Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 2 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

### **7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, quai des Vicinaux. Cheminement cyclable.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée comme suit :

"Le nouvel aménagement est intéressant. Néanmoins, il reste insuffisant car il devrait comporter d'autres aménagements ralentisseurs afin d'offrir toute la sécurité nécessaire aux cyclistes. Est-ce qu'il y aura, dans le cadre de l'aménagement des quais de l'Escaut, une liaison cyclable bien marquée du pont Notre-Dame au pont des Trous et du pont des Trous vers le quai des Vicinaux, jusque Kain ? Ce serait bien que cette continuité soit assurée. Cet aménagement fait partie du plan communal cyclable. Mais à cet endroit, il y a aussi pas mal de piétons. Le cheminement des piétons y est plus difficile et plus dangereux."

Madame l'**Echevine présidente** se veut rassurante sur ce point :

"Nous serons attentifs pour ce qui concerne aussi les aménagements du pont des Trous !" conclut-elle.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que dans le cadre du plan communal cyclable des travaux ont été réalisés quai des Vicinaux de façon à ralentir la vitesse et sécuriser la circulation des cyclistes;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

la modification du règlement complémentaire communal sur la police de roulage en établissant un cheminement cyclable comportant plusieurs aménagements réducteurs de vitesse, quai des Vicinaux à 7500 Tournai, à savoir :

Article 1er : quai des Vicinaux, entre le quai Andreï Sakharov et la rue Fernand Pennequin, un cheminement cyclable comportant plusieurs aménagements réducteurs de vitesse est établi en conformité avec le plan ci-joint :

- des pistes cyclables sont établies de part et d'autre de la voirie, entre le Pont des Trous et le pont Delwart;
- un aménagement réducteur de vitesse est établi à hauteur du n° 20 (partie zone de stationnement). Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs se dirigeant vers le Pont des Trous;
- un aménagement réducteur de vitesse est établi à hauteur du n° 20 (partie entrepôt). Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs se dirigeant vers la rue Fernand Pennequin;
- un aménagement réducteur de vitesse est établi à hauteur du n° 25. Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs se dirigeant vers le Pont des Trous.

Ces mesures seront matérialisées par le placement des signaux B19 et B21 et les marques au sol appropriées

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

## **8. Plan communal de mobilité. Actualisation. Approbation**

Monsieur le Conseiller communal Jean-Louis CLAUDX entre en séance.

En l'absence de Monsieur TACHERON du bureau d'études TRANSITEC, bloqué à Namur par la grève des trains, Madame Christine BERNARD, ingénieur, agent au service communal de la mobilité, présente ce point, dans la foulée de la réunion de commission qui a eu lieu sur le même sujet et dont Monsieur le Conseiller communal Emmanuel VANDECAVEYE a établi le rapport.

Le préambule de Madame Christine BERNARD peut être synthétisée comme suit :

"Synthèse des remarques de l'enquête publique :

- synthèse de l'enquête publique - traitement
- 3 thématiques marquantes, toutes intra-muros
- extraits du rapport de synthèse corrigé.

### **Synthèse de l'enquête publique - traitement.**

#### **Planning de déroulement et de traitement de l'enquête publique**

**Dates clés de l'enquête publique :**

- présentation au Collège communal le 14 novembre 2014;

- puis au Conseil communal en toutes commissions le 10 décembre 2014;
- 4 réunions de concertation spécifiques avec les commerçants, du 9 au 12 février 2015;
- un débat public organisé par NoTélé le 13 février 2015;
- suivi d'une présentation publique le 24 février 2015

#### **Traitement de l'enquête publique :**

- encodage et analyse des remarques par la ville, printemps 2015;
- propositions de traitement et de réponses par la ville et échanges avec le groupement de bureaux d'étude, été 2015;
- présentation au Comité d'accompagnement le 30.9.2015, puis validation des rapports corrigés par le Collège, octobre 2015;
- présentation et débat en Conseil communal «toutes commissions» le 17 novembre 2015

#### **Classification des remarques**

- Dans un même courrier, plusieurs thématiques sont abordées, **portant ainsi le nombre de remarques à près de 400;**
- Remarques inventoriées par la Ville, puis traitées et **classifiées selon 3 catégories :**
  - des interrogations/avis pour lesquels le PCM apporte déjà une réponse / justification; --> la Ville communiquera les réponses à chaque demandeur.
  - des demandes qui ne doivent et / ou ne peuvent pas être satisfaites, trouvant déjà en partie une justification dans le PCM; --> la Ville communiquera les réponses à chaque demandeur.
  - une vingtaine de propositions fondées, appelant une modification du PCM --> le rapport de synthèse du PCM et ses dossiers d'annexes techniques ont été adaptés en conséquence.

#### **Répartition des remarques**

- modifications du PCM : 5%
- demandes non satisfaites : 13%
- argumentaire existant : 82%.

**Les réunions publiques du début de l'année 2014 ont permis de limiter les questionnements, les sollicitations et avec peu de blocages in fine**

#### **3 thématiques marquantes, toutes intra-muros**

##### **Maintien des sens de circulation rue Saint-Martin**

##### **Projet initial du PCM :**

- *Mise à sens unique de la rue Saint-Martin entre la rue des Aveugles et la placette Walter Ravez (sens montant vers la place);*
- *Création d'un double sens cyclable sur cette portion.*

##### **Demande d'une majorité des Tournaisiens :**

- Maintenir le double sens de circulation pour tous les véhicules, car la porte Saint-Martin irrigue la Grand Place.

**Adaptation du PCM conformément à la décision du Collège du 28 novembre 2014 : maintien du double sens, donc de la situation actuelle, avec mise en œuvre de mesures de modération de la vitesse.**

##### **Modifications des circulations sur la Grand Place**

##### **Projet initial du PCM :**

- *Réduction du nombre de places de stationnement;*
- *Voire piétonisation ponctuelle de la Grand Place durant les beaux jours, sauf pour les transports en commun.*

##### **Demande d'une majorité des Tournaisiens :**

- Maintien total ou partiel de la fonction stationnement sur la Grand Place et des sens de circulation actuels;
- Pour rappel, s'ils sont moins nombreux à s'être exprimés, environ 10% des Tournaisiens sont pour la piétonisation de la Grand Place.

#### **Adaptations du PCM :**

- **En termes de nombre de places de stationnement, le PCM a défini les marges de manœuvres potentielles, qui seront affinées par une étude spécifique. A ce stade, la suppression de places n'est pas validée par le Collège.**

**Adoption des propositions d'organisation des circulations émises par les commerçants et avalisées par le Collège.**

#### **Clarification des fonctions du pont Notre-Dame**

##### ***Projet initial du PCM :***

- *Limiter le rôle du pont Notre-Dame à de la desserte locale, pour pallier les fermetures récurrentes liées à la navigation fluviale;*
- *Renvoyer les flux de transit vers le Pont de Fer et le Pont-à-Pont.*

##### **Demande d'une majorité des Tournaisiens :**

- Maintenir le pont Notre-Dame en fonction

##### **Adaptation du texte pour éviter toute confusion :**

**--> le pont Notre-Dame reste en fonction, pour préserver la desserte locale.**

#### **Extraits du rapport de synthèse corrigé**

##### **Une traçabilité des remarques et de leur prise en compte (2 sur 2)**

**Les modifications apportées au rapport suite à l'enquête publique peuvent être repérées dans la table des matières (pages 127 – 128), dans la liste des figures (pages 129 à 132), ainsi que dans :**

- le texte, grâce à des astérisques insérés dans les marges à gauche ou à droite \*;
- les figures, grâce à des astérisques disposés autour des illustrations et blocs de textes, dans les marges.

Par rapport au plan de synthèse repris dans le document annonçant l'enquête publique, on peut constater dans le document modifié les éléments suivants :

- au niveau de la Grand Place, les sens de circulation ont été modifiés;
- la rue Saint-Martin est maintenue en double sens;
- au niveau de la rue de Marvis, le dernier tronçon est mis en sens unique, mais pas nécessairement sur toute la longueur;
- quelques précisions au niveau des dates : en fonction de l'évolution de certains projets, des dates ont été quelque peu modifiées. Pour le secteur de la gare, on est passé en 2018. Au niveau des Bastions, le projet est imminent.

Un tableau de bord de mise en oeuvre a été établi. Il reprend le lien entre les différentes actions à réaliser en cascade ou en même temps pour aboutir à quelque chose de cohérent en vue de la mise en oeuvre du plan communal de mobilité.

La Ville doit organiser chaque année un comité de suivi et doit rendre chaque année un document intitulé "quick scan" qui va permettre de suivre ce tableau de bord et l'évolution des projets. Ceci permettra à la Région wallonne de voir à quel niveau d'avancement on se situe."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient après cette présentation :

"Tournai doit réussir sa révolution «mobilité» et sans frilosité. Il ne faut pas hésiter à parler de «révolution» plutôt que d'«évolution». On s'en rend compte presque tous les jours : se déplacer à Tournai devient de plus en plus difficile, quel que soit le mode de déplacement.

Aux heures de pointe, on n'est pas loin de la situation des très grandes villes qu'on suivait, jusqu'à présent, avec un peu de compassion en écoutant le matin les radioguidages, tout en se réjouissant de ne pas vivre cela dans notre ville de province.

Cette fois, cependant, les radioguidages pourraient aussi parler de Tournai. Les embouteillages, on connaît ! Certains endroits atteignent le niveau de saturation. Qu'en sera-t-il dans quelque temps, quand on sait que la pression automobile va encore augmenter en ville si on ne fait rien ?

Bref, l'adoption d'un plan de mobilité est indispensable et sa mise en oeuvre doit être la plus rapide possible.

Que penser du plan de mobilité proposé ? Beaucoup de bonnes choses. La première, étant donné ce que je viens de dire, c'est qu'il y a un plan. Il faut dire aussi que le rapport réalisé par le bureau d'études est très complet et peut servir de référence, de ligne de conduite pour la mise en place des mesures proposées. On peut, cependant, regretter qu'il n'y ait que peu d'éléments qui concernent la mise en oeuvre en termes de planification, de priorités ou d'outils d'évaluation. Sur ces différents points, nous serons évidemment très attentifs dans les mois qui viennent.

Il faut également remarquer le formidable travail réalisé par le service de mobilité de la ville qui a réalisé une synthèse remarquable sur les résultats de l'enquête publique. 400 avis ont été analysés et certains ont contribué à des modifications substantielles. Dommage que ce travail d'analyse reste un peu confidentiel; la population aurait pu se rendre compte que les avis émis lors de cette enquête publique ne sont pas passés directement à la poubelle comme certains le redoutent parfois. Cela montre aussi que consulter la population (quelle que soit la méthode) ne doit pas être perçu comme une contrainte, mais comme un outil intéressant dans la prise de décision.

Tenant compte de la nécessité et de l'urgence des mesures à prendre en termes de mobilité, tenant compte aussi des autres éléments que je viens de donner, notre intention première est d'encourager la démarche et de voter positivement ce point.

Avant cela, nous voudrions cependant faire quelques propositions ou émettre quelques demandes et avoir l'avis de l'échevin responsable.

1) L'information et l'«éducation» de la population. Quels que soient les aménagements et systèmes envisagés, le plan mobilité ne sera une réussite que s'il est accompagné aussi par un changement dans les mentalités et dans certaines habitudes. Pour y arriver, il faudra une vraie campagne de communication et de sensibilisation. Quand je parle de vraie campagne, c'est pour dire que celle-ci doit aller plus loin que le bulletin communal : affiches, encarts dans la presse, spots télévisés, propositions d'itinéraires alternatifs... Il faudra faire preuve dans ce domaine de volonté, d'originalité, d'inventivité pour conscientiser la population et l'impliquer dans cette problématique de mobilité. Est-on prêt à le faire ?

2) L'implication des écoles. On sait que les problèmes de mobilité sont principalement, en début et fin de journée, liés à la vie scolaire (+/-15.000 étudiants dans le centre-ville auxquels il faut ajouter les emplois qui y sont liés). Il est indispensable d'impliquer les écoles et à nouveau il faudra être volontaires et créatifs : demander qu'il y ait un référent «mobilité» dans chaque école ? Comment inciter à venir à l'école en vélo ?

Aider les écoles à susciter le covoiturage pour amener les enfants à l'école ? Courrier de l'école aux parents?...etc. Bref, il est nécessaire et utile d'impliquer et d'aider les écoles pour mener une démarche « mobilité ». Le pouvoir communal peut encourager cette démarche, inciter les écoles à s'impliquer et même récompenser les écoles qui adhèrent à la démarche. Est-on prêt à le faire ?

3) Evaluation régulière (permanente ?) du plan de mobilité. Certaines propositions du plan de mobilité apparaissent déjà plus délicates (exemple : carrefour Marvis). Entre une idée ou un principe sur papier ou sur plan et la réalité, on sait qu'il y a parfois des différences. Il sera nécessaire de faire des évaluations régulières et d'éventuelles modifications rapidement en fonction de la réalité du terrain. Est-on prêt à le faire ?

4) Les usagers faibles. Le premier succès du plan de mobilité serait de développer la mobilité douce (piétonne et cycliste). Dans cette optique, les commissions cyclistes sont des occasions de prendre le «pouls» des usagers faibles afin d'avoir leurs avis dans l'évaluation des mesures prises ou dans d'autres qui pourraient augmenter l'usage du vélo. J'ai eu l'occasion de le dire, ces outils ont été un peu mis en veilleuse ces derniers mois. Il faudra probablement réunir ces commissions régulièrement et plus souvent. Est-on prêt à le faire ?

Comme je l'ai dit, notre intention première est d'émettre un vote favorable. Nous nous abstiendrons cependant si nous n'avons pas de réponse satisfaisante à nos propositions ou demandes."

Avant de céder la parole à un autre intervenant, Madame l'**Echevine présidente** intervient comme suit :

"Je trouve vos suggestions très intéressantes. Le Conseil consultatif de la personne handicapée avait déjà eu connaissance de ce projet. On pourrait le représenter à d'autres commissions également pour avis. Je remercie également le service mobilité pour ce travail. Je précise qu'il sera répondu personnellement à chaque personne ayant émis une remarque, qu'elle soit positive ou négative. Comme Madame BERNARD l'a dit, je trouve également utile de consulter la population. Cela n'a pas coûté cher et cela a été bien fait."

Elle cède ensuite la parole à Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE** :

"Pour ECOLO, faire évoluer notre mobilité, c'est penser à l'avenir de notre planète pour nos enfants, notamment dans le cadre du réchauffement climatique : moins de gaz à effet de serre lorsqu'on sait que le transport est le point le plus noir en matière de croissance de production de CO2. Or, on peut faire des changements rapides, simples, comme se rendre compte, par exemple, que marcher quelques minutes est bon pour la planète et pour la santé de tous. Diversifier les modes de transport en ne privilégiant pas que la seule automobile, c'est aussi diminuer les particules fines dans l'air; cela devient de plus en plus crucial car elles asphyxient nos villes et surtout nos enfants.

Cet état d'esprit devrait être la base du plan de mobilité !

D'ailleurs, le Collège a exprimé cette volonté lors de sa séance du 30 octobre 2015.

Dans sa déclaration de politique communale 2012-2018, la majorité exprimait sa volonté que le plan de mobilité soit adapté pour protéger l'environnement et la santé, sécuriser les usagers des modes doux, tout en permettant le développement économique.

Quelques mesures vont dans le bon sens comme la Grand Place, dont le plan de circulation vise à limiter la traversée du centre, de la porte de Lille jusqu'au carrefour Morel.

Mais nous constatons que ce plan de mobilité reste axé sur la circulation automobile et manque d'ambition en ce qui concerne le développement des autres modes de déplacement.

On nous parle beaucoup de flux de voitures, mais comme le signale la CCATM, d'autres paramètres tels que le tourisme, le commerce ou les écoles ne sont pas étudiés.

Nous pensons que le plan de circulation prévoit des augmentations de ces flux mais rien n'est prévu pour favoriser et promouvoir les alternatives.

Une fois de plus, les villages sont oubliés. Pourtant, dans plusieurs d'entre eux, la vitesse pose de réels problèmes de sécurité pour les habitants et nécessite des aménagements. Et la création



d'itinéraires spécifiques aux modes doux entre les villages et vers le centre. Par exemple, il est à regretter qu'il n'y ait pas de liaison cyclable continue réalisée à partir du pont Notre-Dame en passant par la liaison cyclable sous le pont de fer et ensuite à partir du Pont des Trouis jusqu'à Kain.

L'amélioration et le renforcement des lignes de bus pourraient faire baisser le trafic automobile; le bus qui est à repenser par l'amélioration de la desserte des villages, mais aussi de son entrée dans le centre. Pourquoi faire entrer les gros bus dans le centre et ne pas les remplacer par de plus petits modèles, plus nombreux, abîmant moins les routes et moins dangereux pour les cyclistes ? Pour les transports publics, le plan de mobilité est nettement insuffisant alors qu'il est fondamental, si on veut justement qu'il y ait un report modal.

Comme le remarque également la CCATM, l'étude est unidisciplinaire. Elle est uniquement basée sur les techniques routières. D'autres disciplines pourraient pourtant être utilisées pour dégager des solutions plus complètes.

Comme le remarque également la CCATM, l'étude divise la mobilité en modes de circulation (piétons, cyclistes, transports en commun, voiture,...) répondant pour chaque mode aux questions spécifiques sans globalisation ni hiérarchisation de ces modes de déplacements en fonction des lieux. La CCATM remarque également que l'étude ne prend pas suffisamment en considération l'utilisation du vélo en lien avec les établissements scolaires. Nous ajouterons que l'étude ne prend que peu en compte le vélo de manière générale et que les flux de voitures restent au centre des préoccupations. Des mesures de sécurisation sont prises par exemple pour la traversée des boulevards. Nous en sommes contents. Mais les boulevards restent exclusivement dédiés aux voitures. On nous parle de passage par les rues intérieures vers ces derniers pour les cyclistes. Ces rues sont sans aménagement spécifique et avec l'Escaut, peuvent allonger le parcours. Rien n'est prévu pour développer les modes de transport doux. Pourtant, c'est en les favorisant qu'on pourra limiter les flux de voitures. Pour ce qui est du vélo, le PCM nous renvoie au plan communal cyclable. Mais il ne l'inclut pas véritablement, ce qui empêche une vraie vision d'ensemble.

De même, le plan de stationnement a été voté avant le PCM, ce qui prive ce PCM d'un outil permettant de favoriser les modes de déplacements doux.

Il faut mettre en avant et inciter l'utilisation des stationnements de délestage en périphérie de la ville avant de parler d'un plan de stationnement en ville. C'est essentiel si on veut diminuer les flux vers la ville. De plus, il fallait aussi lancer la réflexion sur le stationnement pour les personnes à mobilité réduite en ville qui est largement insuffisant, pour permettre aux personnes âgées notamment de se garer avec facilité près des lieux de commerce et de services publics. Au lieu d'ajouter du parking ou d'en retirer suivant qu'on est pro voiture à tout prix ou partisan d'une diminution des voitures, il est urgent de lancer une réflexion concernant l'attribution des places de parking en centre-ville. Il faudrait réfléchir à un moyen de permettre aux personnes plus fragilisées, qui ne détiennent pas nécessairement une carte de handicap, d'avoir une place prioritaire en centre-ville et de rejeter "les plus valides" qui savent se déplacer vers les parkings de délestage.

Il est dommage que le PCM ait pour objectif de s'adapter aux comportements plutôt que d'être un outil de changement de ces comportements.

Le manque de vision d'ensemble se constate aussi dans l'aménagement du plateau de la gare. Nous ne savons rien de ce que fait cette task force. Une fois de plus, nous dénonçons cette opacité. Nous voulons que cet aménagement ne soit pas le résultat d'un travail de techniciens et un compromis entre les différents lobbys que sont les TEC et la SNCB. La Ville doit être à la manoeuvre et associer pleinement les citoyens à ce travail pour en retirer des idées concrètes et intéressantes venant de démarches participatives. Il est dommage que ce travail de réflexion et de consultation n'ait pas été lancé avant le PCM.

Nous demandons la mise en place d'une véritable cellule de suivi qui disposerait d'une feuille de route annuelle déterminée par le comité de pilotage... afin de ne pas attendre tous les dix ans pour faire le constat que rien n'a avancé.

Le comité de pilotage doit donc être composé d'architectes, d'urbanistes, de commerçants, de représentants des usagers doux... Il doit être pluridisciplinaire. La mobilité, c'est aussi la qualité urbanistique en ville. Elle ne doit donc pas être réservée aux techniciens de la mobilité !

Le PCM prévoit des aménagements. Nous attendons donc un calendrier sur 5 ou 10 ans de ces aménagements."

Monsieur le Conseiller communal **Geoffrey HUEZ** est ensuite invité à s'exprimer pour le parti socialiste :

"Je rejoins l'intervention de Monsieur le Conseiller communal Xavier DECALUWE. On aurait aussi pu être contents que les choses aillent plus loin et plus vite, comme l'a dit le Conseiller communal Guillaume DENONNE. Je vois ici un projet qui est sur la table et qui va dans un sens positif. La Ville était saturée à 80% en heure de pointe il y a encore 10 ans. Aujourd'hui, nous avons atteint 100%. Si on ne fait rien, ce sera 120%. On a mis en avant la sécurité et des aménagements qui ne conviennent pas toujours aux automobilistes. Mais la priorité doit aller à la sécurité. Par ailleurs, Tournai n'est pas fait pour être une exposition permanente de voitures. Il y a des questions environnementales auxquelles nous sommes très sensibles. Il est clair qu'on aimerait limiter la quantité de CO2 en ville. Je m'étonne à ce sujet d'entendre qu'on ne va pas assez loin, qu'on va voter contre ce projet. Est-ce qu'on doit encore perdre du temps alors qu'il y a des propositions concrètes sur la table, qu'un travail a été fait et qu'on disait justement que le plan adopté en 2004 n'avait pas été assez loin ?

Dans la réactualisation, des choses concrètes sont proposées. Des choses ont été faites. Dire que ce n'est pas assez, que c'est la bonne orientation et qu'on va s'y opposer, est une logique qui m'étonne. D'autre part, il a été dit que le plan de stationnement aurait dû être fait avant, au même titre que le plan de la gare. C'est comme ça, selon moi, qu'on perd du temps, et qu'on n'avance pas. Les plans se font malheureusement avec des contraintes qu'on ne maîtrise pas toujours. Le plan de stationnement doit être revu à un moment précis. Des contrats expiraient. Soyons positifs dans des domaines qui ne sont pas faciles. Le discours opposé à la voiture, c'est très bien, mais je ne crois pas que ce soit la bonne option. La bonne option, c'est de penser qu'on doit partager de manière solidaire l'espace entre usagers faibles, vélos, piétons et personnes à mobilité réduite, et d'autre part les voitures. Il faut influencer les personnes et leur expliquer."

Monsieur l'Echevin **Armand BOITE** répond à ces interventions :

"Ce plan a nécessité beaucoup de travail et d'attention parmi les conseillers et parmi la population. Le travail réalisé lors des réunions avec les associations de commerçants a été essentiel dans la perception de ce plan de mobilité. Je pense également aux différentes réunions, notamment celle de la commission, où chacun a pu s'enrichir des débats. Concernant les questions posées par le groupe cdH, le Collège est prêt à y répondre. Si nous avons fait l'effort de vous présenter ce plan complet, c'est pour le suivre et le diffuser auprès de la population, par le biais par exemple de notre site internet. A Tournai, on a la chance de disposer d'une télévision locale. Ce sera un des partenaires essentiels dans la diffusion de ce plan. Nous travaillons déjà avec les écoles dans le cadre du plan communal cyclable. Les écoles collaborent avec nous dans le cadre des itinéraires à conseiller. Certaines remarques nous obligent à réaliser des travaux, à prévoir des budgets pour sécuriser ces itinéraires. Il faudra insister dans les écoles pour disposer de zones de dépôt à partir desquelles il sera possible de rejoindre l'école. Notre service mobilité a encore beaucoup de travail !

Nous reviendrons régulièrement vers vous en comité d'accompagnement ou en Conseil communal lorsque ces points seront débattus.

Pour répondre aux remarques du groupe ECOLO, en particulier au sujet des villages, je rappelle que cela ne faisait pas partie du projet. Mais le maximum sera fait pour sécuriser les pistes cyclables et limiter la vitesse. Des villages commencent à être mis en agglomération. Nous avons donc la volonté de sécuriser. Pour les lignes de bus, nous travaillons beaucoup avec la SRWT et les TEC. Dans le cadre de la convention quadripartite mise en place pour la réflexion au sujet du plateau de la gare, chacun est conscient du travail important qui est réalisé avec les TEC. A l'heure actuelle, nous avons un problème avec les bus qui circulent en centre-ville, notamment au Dôme. Mais il y a aussi une dimension économique. Ce n'est pas uniquement le matériel qui coûte. Il y a également les chauffeurs. Je sais que les voiries souffrent avec ce lourd charroi. Pour le reste, comme vous avez pu le constater, nous sommes attentifs à toutes les interventions visant à améliorer ce plan, de la part des intervenants en matière de mobilité, de PMR, .... Je suis un peu déçu d'entendre certains annoncer un vote contre ce plan de mobilité. Mais on fera tout pour que d'ici trois ans, vous changiez d'avis et que plusieurs projets aboutissent."

Madame la Conseillère communale **Marie-Christine LEFEBVRE** intervient à nouveau pour le groupe ECOLO :

"Je voulais redire le sens de notre vote. Je remercie mon collègue Guillaume DENONNE pour toute cette analyse qui est en fait un travail commun. Nous avons voulu marquer le coup. Ce n'est pas un reproche par rapport à l'étude technique réalisée par TRANSITEC ou au travail du service mobilité, ni même du travail de notre échevin. Ce que nous reprochons, c'est le manque de révolution. Notre collègue Benoît DOCHY, présent en 2004, voulait aussi voter contre parce qu'il estime, lui aussi, que c'est une régression par rapport à 2004. Dix ans, sans avoir rien fait, alors que le vote était à l'unanimité, cela ne dépendait pas de nous. Le cahier des charges de TRANSITEC consistait à proposer de nouveaux aménagements aux alentours de la Ville, du Chwapi, des Bastions. Le plan de 2004 s'apparentait plus à une révolution que celui qu'on nous présente aujourd'hui. Voilà le sens de notre vote. Il faut absolument changer, non pas les mentalités, mais proposer aux gens des alternatives, ce qui n'est pas le cas. La pression automobile ne va pas baisser. Elle va, au contraire, augmenter. On ne peut pas concevoir la diminution de la circulation automobile si on ne parle pas du report modal notamment vers les transports en commun. Il faut vraiment travailler sur cette question. C'est pour cela que nous avons voulu marquer le coup. A quoi sert-il de parler du plan de mobilité sans revoir le système des bus, surtout les bus rentrant en ville, les bus qui permettent de desservir les villages et donc venir plus facilement en ville ?"

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, reprend brièvement la parole :  
"Proposer des alternatives, c'est être totalitariste ? Je dirai plutôt que c'est de ne pas proposer d'alternative qui relève du totalitarisme !"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, reprend lui aussi la parole :

"J'aimerais des réponses précises concernant l'éducation de la population, un vrai plan de communication.

L'implication des écoles ?

L'évolution permanente et les adaptations rapides ?

La prise en compte de la difficulté des usagers faibles avec des évolutions également ?

Avec tous ces "oui", on va pouvoir voter pour alors ?"

Madame l'**Echevine présidente** répond à ces interventions :

"Pour que la communication soit optimale, on pourrait envisager de travailler avec une société de communication et viser la population en général et les enfants. On pourrait donc imaginer une communication ciblée sur différentes catégories de population.

J'adhère complètement à cela. Nous allons donc travailler sur ce point.

J'entends bien ce qui est dit dans cette assemblée par le groupe ECOLO, mais ce n'est pas ce que j'ai entendu majoritairement dans les réunions citoyennes que nous avons organisées. Le reproche qui nous y était fait, c'était de supprimer de plus en plus de places pour les voitures, donc l'inverse de ce que vous dites.

Par rapport aux lignes TEC, je suis aussi la première insatisfaite. Quand je vois le nombre de lignes supprimées des villages vers la ville, le nombre d'arrêts de bus supprimés. Mais il faut des moyens. A l'époque, avec le Conseil consultatif de la personne handicapée, nous avons interpellé à plusieurs reprises le ministre en charge de cette matière. La réponse, qui nous était faite à chaque fois, était la suivante : "on n'a plus de moyens, on doit supprimer des lignes venant de villages." Un ministre de votre parti a eu, à une époque, cette matière en charge. Il n'a pas trouvé plus de moyens. Nous sommes tous confrontés à la même problématique. Aujourd'hui, si nous ne votons pas ce plan, nous allons perdre des subsides. Pas de plan, pas de subside, cela signifie pas d'investissement du SPW ! Avec les remarques formulées par la population qui, majoritairement, vont dans le sens de la voiture, nous avons essayé de respecter les intérêts des uns et des autres et de ne pas perdre les subventions. C'est un premier pas. Nous sommes prêts à aller plus loin.

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, ajoute pour conclure :

"Les écoles communales participent à certains projets comme celui d'inciter les enfants à venir à vélo à l'école. Des projets sont réalisés. Mais cela ne se limite pas à l'enseignement communal. L'échevin de la mobilité et moi-même, nous avons des réunions avec pro-vélo et d'autres associations. Pas moins de 250 enfants de 5ème primaire, tous réseaux confondus, apprennent à rouler en ville et dans les villages en toute sécurité. Nous essayons également d'inciter les enfants à faire le trajet domicile-école à vélo. Des points de regroupement sont également envisagés dans ce cadre.

Pour revenir au TEC, je précise que ce n'est pas nous qui décidons. Notre représentant peut relayer ce que le Conseil communal demande. C'est ce qui se passe depuis plusieurs années. Il est possible que si l'offre diminue dans les villages, c'est que la demande se réduit, tout simplement."

Par 29 voix pour et 3 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M.

VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D.

SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G.

HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mme B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X.

DECALUWE, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM A. BOITE, T. BOUZIANE,

Mme L. DEDONDER, Echevine présidente.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du Conseil communal du 26 janvier 2004 approuvant le plan communal de mobilité de Tournai;

Vu le décret du 1er avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales;

Vu la décision du Collège communal du 8 avril 2010 sollicitant officiellement l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai auprès du ministre de la mobilité et des services de la direction de la planification de la mobilité du Service public de Wallonie;

Vu le courrier du ministre de la mobilité du 29 juin 2010, par lequel il marque son accord pour le cofinancement de l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai à hauteur de 75% du montant total plafonné à 50.000,00€;

Vu la décision du Conseil communal du 20 septembre 2010:

- approuvant la convention de délégation de maîtrise de l'ouvrage en vue de l'actualisation du plan communal de mobilité au Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle "mobilité et voies hydrauliques", département de la stratégie de la mobilité, direction de la planification de la mobilité;
- approuvant le cahier spécial des charges relatif à l'actualisation du plan communal de mobilité de la Ville de Tournai, en fonction des spécificités locales dressées en collaboration avec le Service public de Wallonie ;

Attendu que ce cahier spécial des charges précise que l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai se focalisera plus particulièrement sur le périmètre du centre-ville et de sa périphérie "proche" délimitée par la ceinture autoroutière et qu'un zoom particulier sera établi sur le village de Templeuve;

Considérant que cette actualisation s'inscrit dans la déclaration de politique communale 2012-2018 approuvée par le Conseil communal du 18 décembre 2012 dans sa volonté de mettre en oeuvre une politique de mobilité qui soit en adéquation avec le développement durable en réduisant les effets néfastes sur l'environnement et la santé et qui visera à améliorer la sécurisation des usagers de modes doux, mais qui permette tout autant un développement économique;

Attendu que le marché de services relatif à l'étude de l'actualisation du plan communal de mobilité a été attribué à la société TRANSITEC pour un montant de 99.341,00€ TVA comprise;

Considérant qu'un plan communal de mobilité est un document de planification de l'organisation des déplacements, qu'il définit les principes de fonctionnement de l'ensemble des modes de déplacements dans une logique multimodale et qu'il doit s'inscrire dans une démarche de développement durable, en cohérence avec les orientations régionales et les autres documents de planification communaux;

Attendu que l'actualisation du plan communal de Tournai est principalement centrée sur deux périmètres et porte sur des thématiques spécifiques:

1/ le périmètre "agglomération" qui s'étend du coeur de ville à l'A8 au Nord, l'A 16 à l'Est, Ere et Chercq au Sud et Orcq et Froyennes à l'Ouest. Pour ce périmètre, l'actualisation porte sur les points suivants:

- développement socio-économique du territoire selon le projet de schéma de structure
- schéma multimodal d'organisation des déplacements dans la ville (articulation des différents modes de transport les uns par rapport aux autres)
- renforcement de l'intermodalité (dispositifs à mettre en oeuvre pour générer des synergies entre les modes)
- développement des itinéraires cyclables;

2/ le périmètre "centre-ville" qui comprend l'hypercentre et les boulevards de ceinture. Les objectifs de l'actualisation sont:

- la promotion des modes actifs (développer les déplacements des piétons et des cyclistes)
- l'actualisation de la politique du stationnement
- l'aménagement et l'exploitation des voiries et carrefours;

Attendu que les conclusions du plan communal de 2004 restent d'actualité pour les portions de territoires non reprises dans cette actualisation;

Considérant que le rapport fait la synthèse des trois phases qui constituent l'actualisation du plan communal de mobilité, à savoir:

1. diagnostic de la situation actuelle: la réflexion a porté sur une analyse de la situation existante via un recueil des données ciblées pour conduire à la mise en avant des points forts et points faibles du territoire;
2. définitions des contraintes, des objectifs et identification des enjeux: sur base des éléments clés du diagnostic, les objectifs du plan communal de mobilité à moyen (2020) et long (2025) termes ont été définis. Il s'agit de décliner les enjeux territoriaux sur les problématiques de mobilité pour aboutir à des objectifs à la fois qualitatifs et quantitatifs;
3. propositions: les objectifs du plan ont été déclinés pour définir les éléments suivants :
  - concept multimodal d'organisation des déplacements;
  - plan des déplacements "tous modes";
  - politique du stationnement;
  - stratégie d'aménagement et d'exploitation des boulevards
  - modalités de mise en oeuvre du plan communal de mobilité;

Attendu qu'en matière de politique cyclable, le document de référence demeure le plan communal cyclable, le plan communal de mobilité en précisant certains aspects;

Attendu que dans son volet stationnement, l'actualisation du plan communal de mobilité conforte le scénario développé par le nouveau plan de stationnement du 1er avril 2015;

Attendu que la politique de stationnement doit continuer à s'adapter aux changements de comportements des usagers et au développement de la Ville;

Considérant le rapport de synthèse de l'actualisation du plan communal de mobilité tel qu'établi par le bureau d'études TRANSITEC;

Vu les décisions du Collège communal des 15 et 28 novembre 2014 validant les éléments du rapport de synthèse ou émettant d'éventuelles remarques;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2014 approuvant la démarche d'actualisation du plan communal de mobilité et soumettant le rapport de synthèse à enquête publique du 12 janvier 2015 au 1er mars 2015;

Considérant les tableaux de synthèse des remarques de l'enquête publique;

Attendu que cette enquête publique a reçu 77 contributions reprenant plusieurs thématiques, ce qui porte le nombre de remarques à près de 400;

Attendu que ces remarques ont été inventoriées, traitées et classifiées selon 3 catégories:

- les interrogations et avis pour lesquels l'actualisation du plan communal de mobilité apporte déjà une réponse;
- les demandes et propositions non retenues n'étant pas en adéquation avec les objectifs développés;
- les propositions induisant une modification du document initial;

Attendu que les modifications apportées au rapport de synthèse suite à l'enquête publique sont repérées au moyen d'un astérisque (\*), on citera notamment:

- les aménagements et les circulations autour de la place Crombez seront à peaufiner dans le cadre de l'actuelle révision du Masterplan du quartier de la Gare
- la mise en sens unique de la rue de Marvis concerne son dernier tronçon en lien avec la porte de Marvis
- la volonté de maintenir le pont Notre-Dame dans son rôle de desserte locale
- le maintien du double sens de circulation dans la rue Saint-Martin en lien avec des mesures de modération de la vitesse



- les aménagements des rue de la Wallonie et de la Tête d'Or réalisés récemment ne sont pas remis en question et l'aménagement du Pont à pont est détaillé dans le cadre de la demande de permis de modernisation de la traversée de Tournai dans le contexte de la liaison Seine-Escaut
- au niveau de la Grand Place, l'inversion du sens de circulation de la portion entre le beffroi et la halle aux draps et le maintien du stationnement tout en envisageant une réduction du nombre de places dans le futur et sur base d'une étude approfondie;

Considérant l'avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité:

*" La commission communale consultative d'aménagement du territoire et de mobilité a pris connaissance de l'étude du plan communal de mobilité (PCM) lors de plusieurs réunions de travail tant avec les auteurs de l'étude qu'avec les services de la Ville qu'elle remercie pour leur disponibilité; La commission communale consultative d'aménagement du territoire et de mobilité constate que la synthèse répond à la demande telle que formulée préalablement par la Ville.*

*La commission communale consultative d'aménagement du territoire et de mobilité a entendu les résultats de l'enquête publique soumise à la population tournaïsiennne et constate qu'elle n'a pas suscité de réactions formulant de grandes lignes directrices mais bien des propositions très ponctuelles, d'ailleurs souvent contradictoires et inconciliables.*

*La commission communale consultative d'aménagement du territoire et de mobilité a pris connaissance des réflexions formulées par l'ARAHO Wallonie picarde et souscrit à de nombreux points évoqués qui rejoignent ses remarques. Elle note que:*

- *l'étude utilise le critère des flux pour proposer un plan de mobilité. Elle ne tient pas compte d'une série d'autres critères importants comme le commerce, le tourisme, les écoles,...*
- *l'étude aborde la question en secteurs distincts: quartiers extérieurs aux boulevards, chapelets de boulevards, différents secteurs intra-muros (Marvis, Centre, CHWAPI, Bastions,...) mais ne globalise pas l'ensemble des actions proposées, ce qui ne clarifie pas une proposition cohérente pour l'ensemble de la ville*
- *l'étude est unidisciplinaire n'utilisant que les techniques routières pour répondre aux questions posées. D'autres solutions, dans d'autres champs disciplinaires, peuvent aussi répondre complémentirement à ces mêmes questions: l'aménagement du territoire, le paysage - outre l'agrément qu'il procure peut induire et dicter un comportement -, l'architecture, la sociologie, l'urbanisme,... La ville doit saisir une vision multidisciplinaire pour se développer harmonieusement*
- *l'étude divise la mobilité en modes de circulations (piétons, cyclistes, transports en commun, voitures,...) répondant pour chaque mode aux questions spécifiques de ceux-ci. Cependant, il apparaît qu'une globalisation des propositions n'est pas dressée et qu'une hiérarchie n'est pas fixée entre ces modes d'utilisation dans les différents espaces publics (tous, partout). L'étude ne prend pas suffisamment en considération l'utilisation du vélo en lien avec les établissements scolaires*
- *l'étude ne propose pas de phasage de développement, ni de conseils ou mesures d'accompagnement pour sa mise en oeuvre. La mise en place d'une partie du plan est-elle possible- à quel aménagement sera-t-il donné priorité? - ou s'agit-il d'un tout indivisible?*

*La commission note que ce plan reste dans la ligne du plan de 2004. Il adapte les grands aménagements prévus mais sans vision préalable claire et volontariste de l'avenir de la ville dans son développement à court, moyen et long terme, dépassant la question spécifique de la mobilité. Cette vision est du ressort du "politique".*

*La commission communale consultative d'aménagement du territoire et de mobilité reste en ce sens dans l'attente d'un vrai projet de ville. Elle considère un tel projet fondamental."*

Considérant le procès-verbal de la réunion du comité technique du 30 septembre 2015 et sa validation du rapport de synthèse;



Sur proposition du Conseil communal;

Par 29 voix pour et 3 voix contre;

**VALIDE**

le rapport de synthèse tel que modifié suite aux remarques issues de l'enquête publique.

<b>9. Vaulx. Installations sportives. Avenant à la convention de gestion au profit de l'Asbl Vautour Tennis Club. Approbation</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant qu'une convention de gestion liant la Ville de Tournai et l'ASBL VAUTOUR TENNIS CLUB a été conclue en date du 2 juillet 2001 portant sur 8 terrains de tennis, un hall de tennis comprenant 2 terrains, une cafétéria et des vestiaires situés sur les parcelles sises à Vaulx, cadastrées ou l'ayant été Section B n° 302 z3, B n° 302 b4 /pie et B n° 302 a4 /pie, d'une contenance totale de 74 a 64 ca, moyennant la redevance symbolique de 1 franc l'an;

Considérant que cette convention a été conclue pour une durée de 20 ans devant se terminer de plein droit le 30 juin 2021;

Considérant qu'un avenant à cette convention a été signé en date du 9 avril 2009 afin de prolonger cette gestion jusqu'au 30 juin 2030;

Considérant qu'afin de pouvoir encore bénéficier des subsides de la Région Wallonne pour la réalisation de travaux, l'ASBL VAUTOUR TENNIS CLUB a réitéré son souhait de fixer l'échéance de la convention à la date du 30 juin 2035;

Considérant qu'en séance du 9 novembre 2015, le Collège communal a décidé de prolonger la convention existante tel que sollicité par ladite association;

Considérant que, pour l'obtention de ce type de subsides, l'association doit disposer d'un droit de jouissance sur les biens pour une période minimale et ininterrompue de 20 ans à dater de l'introduction de la demande de subsidiation;

Considérant, dès lors, qu'il a lieu d'établir un second avenant avec pour échéance le 30 juin 2036;

Considérant que le Collège communal a marqué le 13 novembre 2015 son accord, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur les termes de cet avenant;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 17 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

de marquer son accord sur les termes de l'avenant n°2 à la convention liant la Ville de Tournai et l'ASBL VAUTOUR TENNIS CLUB (signée le 2 juillet 2001 et portant sur la gestion des infrastructures sportives sises à VAULX) relatif à la prolongation de l'échéance de ladite convention à la date du 30 juin 2036 en lieu et place du 30 juin 2030 (tel que prévu à l'avenant n°1) :

Entre :

De première part,

La Ville de Tournai dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, agissant en outre, en vertu d'une délibération du Conseil communal en date du 23 novembre 2015, ci-après dénommée "la Ville",

Et

De seconde part,

L'ASBL VAUTOUR TENNIS CLUB, association sans but lucratif constituée par acte sous seing privé le 24 mars 1979, publié aux annexes du Moniteur belge du 17 mai 1979, dont le siège social est établi à Tournai (Vaulx), rue de la Trondeloire, 18 A représentée par Monsieur Pierre WIBAUT, président, domicilié à Tournai (Vaulx), Vieux chemin de Mons, 1A, ci-après dénommé «le Club»

#### PREAMBULE

Par convention passée le 2 juillet 2001 avec la Ville de Tournai, l'ASBL VAUTOUR TENNIS CLUB a reçu en gestion les biens sis sur les parcelles cadastrées ou l'ayant été Section B n° 302 z3, B n° 302 b4 /pie et B n° 302 a4 /pie, d'une contenance totale de 74 a 64 ca comprenant 8 terrains de tennis, un hall de tennis incluant 2 terrains, une cafétéria et des vestiaires pour une durée 20 ans et devant normalement se terminer de plein droit le 30 juin 2021.

Un avenant à cette convention a été signé en date du 9 avril 2009 afin de prolonger cette gestion jusqu'au 30 juin 2030.

Afin de pouvoir encore bénéficier des subsides de la Région wallonne, l'ASBL VAUTOUR TENNIS CLUB a réitéré son souhait de fixer l'échéance de la convention à la date du 30 juin 2035.

La Ville de Tournai marque son accord sur ce changement.

Aux termes du présent avenant, la Ville et le Club modifient d'un commun accord la convention précitée et ce, de la manière suivante :

#### ARTICLE 1er :

Les termes de l'article 3 de la convention de gestion initiale sont remplacés par le texte suivant: Cette convention, établie le 2 juillet 2001, arrive à échéance le 30 juin 2036.

Elle prend fin de plein droit à son terme.

Si au terme de la convention, le Club poursuit la gestion des biens sans opposition de la Ville, la convention est prorogée aux mêmes conditions pour une durée indéterminée avec faculté pour chacune de parties d'y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à l'autre partie et prenant cours le 1er jour du mois qui suit sa notification.

#### ARTICLE 2:

L'avenant dont question en préambule est donc abrogé à la signature de ce deuxième avenant.

Sous réserve de la modification explicitée ci-avant, toutes les clauses de la convention sont maintenues.

Le présent avenant a été établi en trois exemplaires originaux.

Chacune des parties déclare avoir reçu un exemplaire.

Fait à Tournai, le ... ..

**10. Maison de la culture. Rénovation. Aménagements complémentaires à la salle Lucas. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 26, §1er, 1° c et 6;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 13, 105, §1er et 110;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5;

Vu le rapport d'auteur de projet, la SPRL ANORAK, boulevard du Midi, 25/27 - boîte 3 à 1000 Bruxelles, reçu le 28 octobre 2015, stipulant ce qui suit :

*" Considérant que, dans le cadre de la réalisation des travaux effectués en la salle Lucas de la maison de la culture par l'entreprise adjudicataire des lots intitulés :*

*- Lot 1 : salle Lucas – serrurerie/menuiserie/équipements*

*- Lot 2 : salle Lucas – réseau et matériel éclairage scénographique,*

*il s'est avéré urgent et indispensable, au vu de différentes découvertes au cours du chantier et pour optimiser l'aménagement de la scénographie de la salle en vue de son utilisation en salle de spectacle et espace de création lors de la future rénovation complète de la maison de la culture, de procéder à des aménagements consistant notamment principalement en la pose de palans complémentaires, d'éléments de structure, de câblages, de stop-chute, de pinces, de blocs secours, de passerelle et de grilles de ventilation;*

*Considérant que ces travaux complémentaires étaient indissociables des principaux et ne pouvaient être réalisés dans l'urgence que par la seule entreprise adjudicataire, la SA PUTMAN;*

*Considérant que la nature de ces travaux urgents et les conditions de réalisation sont, conformément à l'article 6 de la loi du 15 juin 2006, difficiles à définir mais peuvent être estimés globalement à ± 140.000,00€ TVA comprise;*

*Considérant que, conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le paiement de ce marché sera effectué en partie à remboursement et en partie à prix forfaitaire, sur base de la production d'une facture dûment détaillée et justifiée;*

*Considérant qu'au vu de l'urgence susmentionnée et afin de permettre la tenue des spectacles programmés lors de la prochaine saison culturelle, l'ordre d'exécuter les travaux a été signifié immédiatement.";*

Considérant que des crédits permettant de supporter la dépense sont disponibles à l'article 7623/724-60, à concurrence de 145.000,00€;

Considérant qu'en pareille circonstance, le Collège communal peut d'initiative exercer les pouvoirs du Conseil moyennant communication au prochain Conseil communal qui en prendra acte;

Vu la décision du Collège communal prise en date du 9 novembre, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer avec l'entreprise PUTMAN, conformément à l'article 26, §1er, 1° c de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet des aménagements complémentaires à la salle Lucas, en vue d'optimiser son exploitation durant la future rénovation complète de la maison de la culture;  
Considérant que conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de prendre acte de cette décision;  
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **PREND ACTE:**

de la décision du Collège communal du 9 novembre 2015 :

1. vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer, conformément à l'article 26, §1er, 1° c de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet des aménagements complémentaires à la salle Lucas, en vue d'optimiser son exploitation durant la future rénovation complète de la maison de la culture;
2. que ce marché est passé avec la SA PUTMAN, rue Henri-Joseph Genesse, 30 à 1070 Bruxelles;
3. que l'ordre de commencer a été signifié immédiatement;
4. que ce marché est un marché en partie à remboursement et en partie à prix forfaitaires, estimé globalement à ± 140.000,00€ et qu'il est constaté conformément à l'article 110, 1er et régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013;
5. d'imputer la dépense à résulter de ce marché à l'article 7623/724-60 du budget extraordinaire 2015;
6. d'engager la totalité des crédits disponibles;

### **ADMET :**

la dépense.

## **11. Règlement communal sur les funérailles et sépultures. Modifications.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le règlement communal relatif aux funérailles et aux sépultures adopté par le Conseil communal le 21 novembre 2011 et entré en vigueur le 1er janvier 2012;

Considérant, par ailleurs, la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, entrée en vigueur le 1er janvier 2014;

Considérant que cette dernière loi a notamment modifié le montant des amendes administratives communales et a introduit la possibilité, pour le fonctionnaire sanctionnateur, de proposer au contrevenant d'effectuer des prestations citoyennes en lieu et place de l'amende et qu'elle a également précisé de nouvelles modalités dans le cadre de la procédure de médiation;

Considérant qu'il s'impose d'adapter en conséquence le règlement communal relatif aux funérailles et aux sépultures et, en particulier, la rubrique relative aux sanctions administratives, soit l'article 221 du règlement précité;

Considérant que l'actuel article 221 du règlement sur les funérailles et sépultures est libellé comme suit :

"Article 221 :

§ 1 : Sans préjudice d'autres dispositions légales et notamment des articles 315, 340, 453 et 526 du Code pénal, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punissables d'amendes administratives, dont le montant est compris entre 25,00€ et 250,00€.

§ 2 : Le montant de l'amende administrative imposée au mineur de plus de 16 ans ne peut toutefois être supérieur à 125,00€.

§ 3 : A l'initiative du fonctionnaire sanctionnateur, une réunion de médiation pourra être organisée entre l'auteur de l'infraction et le médiateur en vue de permettre à l'auteur de l'infraction d'indemniser ou de réparer le dommage qu'il a provoqué. Cette réunion de médiation sera systématiquement organisée quand l'auteur de l'infraction est un mineur ayant atteint l'âge de 16 ans accompli au moment des faits. Au terme de la réunion de médiation, le médiateur dresse un rapport au fonctionnaire sanctionnateur relatant les solutions alternatives de réparation ou d'indemnisation du dommage sur lesquelles l'auteur de l'infraction a marqué son accord.

§ 4 : Le fonctionnaire sanctionnateur conserve toutefois une totale liberté d'appréciation quant à la possibilité d'opter soit pour l'amende administrative, soit pour une solution alternative.";

Considérant qu'il est proposé de le modifier comme suit, conformément aux dispositions de la loi précitée du 24 juin 2013 :

"Article 221 :

§ 1 : Sans préjudice d'autres dispositions légales et notamment des articles 315, 340, 453 et 526 du Code pénal, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punissables d'amendes administratives, d'un montant maximum de 350,00€.

§ 2 : Le montant de l'amende administrative imposée au mineur de plus de 16 ans ne peut toutefois être supérieur à 175,00€.

§ 3 : Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur l'estime opportun, il peut proposer au contrevenant, en lieu et place de l'amende administrative, une prestation citoyenne telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. La prestation citoyenne ne peut excéder 30 heures pour les majeurs et 15 heures pour les mineurs. Elle consiste en :

1° Une formation;

2° Une prestation non rémunérée encadrée par la commune ou une personne morale compétente désignée par la commune et exécutée au bénéfice d'un service communal ou d'une personne morale de droit public, une fondation ou une association sans but lucratif désignée par la commune. La prestation citoyenne est mise en place et encadrée par le médiateur en matière de sanctions administratives, lequel dresse rapport, au terme de la prestation, à l'attention du fonctionnaire sanctionnateur quant à l'aboutissement ou non de la prestation précitée. L'exécution de la prestation citoyenne éteint la possibilité pour le fonctionnaire sanctionnateur d'infliger l'amende administrative. Sa non-exécution rouvre le droit pour le fonctionnaire sanctionnateur d'infliger l'amende administrative.

§ 4 : Lorsqu'une victime est identifiée, le fonctionnaire sanctionnateur peut orienter le contrevenant vers la procédure de médiation telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. La médiation a pour but, grâce à l'intervention du médiateur, de réparer ou d'indemniser le dommage causé ou d'apaiser le conflit. L'offre de médiation locale

effectuée par le fonctionnaire sanctionnateur est obligatoire quand le contrevenant est un mineur de plus de 16 ans. La médiation est menée par le médiateur en matière de sanctions administratives. Au terme de la médiation, le médiateur dresse un rapport à l'attention du fonctionnaire sanctionnateur. Si la réussite de la médiation est constatée par le fonctionnaire sanctionnateur, l'amende ne peut plus être infligée. Si l'échec de la médiation est constaté, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne, soit infliger une amende administrative.

§ 5 : Le fonctionnaire sanctionnateur conserve toutefois une totale liberté d'appréciation quant à la possibilité d'opter soit pour l'amende administrative, soit pour une solution alternative. ";

Considérant, par ailleurs, qu'il est proposé de profiter de la présente modification pour introduire une autre correction au règlement communal précité et qu'en l'occurrence, il s'agit de corriger l'article 5, 24 ° de ce règlement, actuellement libellé comme suit :

*"Article 5 : Le préposé communal du cimetière a pour principales attributions :*

*(...)*

*24) le constat des contraventions au règlement de police des cimetières et l'information au service concerné; (...)"*;

Considérant qu'en réalité, le préposé communal du cimetière n'est pas légalement habilité à constater les infractions au règlement communal sur les funérailles et sépultures et que cette compétence appartient aux agents constatateurs de la Ville de Tournai ou à la zone de police du Tournaisis;

Considérant qu'il convient, dès lors, de modifier comme suit l'alinéa 24 de l'article 5 du règlement :

« *Article 5 : Le préposé communal du cimetière a pour principales attributions :*

*(...)*

*24) en cas de constatation d'infraction au présent règlement, la signalisation de ces infractions aux agents habilités pour dresser constat ainsi que l'information au(x) service(s) concerné(s); (...)"*;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

- de remplacer l'actuel article 221 du règlement sur les funérailles et sépultures par le nouvel article 221 dont les termes suivent :

*"Article 221 :*

§ 1 : Sans préjudice d'autres dispositions légales et notamment des articles 315, 340, 453 et 526 du Code pénal, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punissables d'amendes administratives, d'un montant maximum de 350,00€.

§ 2 : Le montant de l'amende administrative imposée au mineur de plus de 16 ans ne peut toutefois être supérieur à 175,00€.

§ 3 : Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur l'estime opportun, il peut proposer au contrevenant, en lieu et place de l'amende administrative, une prestation citoyenne telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. La prestation citoyenne ne peut excéder 30 heures pour les majeurs et 15 heures pour les mineurs. Elle consiste en : 1° Une formation; 2° Une prestation non rémunérée encadrée par la commune ou une personne morale compétente désignée par la commune et exécutée au bénéfice d'un service communal ou d'une personne morale de droit public, une fondation ou

une association sans but lucratif désignée par la commune. La prestation citoyenne est mise en place et encadrée par le médiateur en matière de sanctions administratives, lequel dresse rapport, au terme de la prestation, à l'attention du fonctionnaire sanctionnateur quant à l'aboutissement ou non de la prestation précitée. L'exécution de la prestation citoyenne éteint la possibilité pour le fonctionnaire sanctionnateur d'infliger l'amende administrative. Sa non-exécution rouvre le droit pour le fonctionnaire sanctionnateur d'infliger l'amende administrative.

§ 4 : Lorsqu'une victime est identifiée, le fonctionnaire sanctionnateur peut orienter le contrevenant vers la procédure de médiation telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. La médiation a pour but, grâce à l'intervention du médiateur, de réparer ou d'indemniser le dommage causé ou d'apaiser le conflit. L'offre de médiation locale effectuée par le fonctionnaire sanctionnateur est obligatoire quand le contrevenant est un mineur de plus de 16 ans. La médiation est menée par le médiateur en matière de sanctions administratives. Au terme de la médiation, le médiateur dresse un rapport à l'attention du fonctionnaire sanctionnateur. Si la réussite de la médiation est constatée par le fonctionnaire sanctionnateur, l'amende ne peut plus être infligée. Si l'échec de la médiation est constaté, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne, soit infliger une amende administrative.

§ 5 : Le fonctionnaire sanctionnateur conserve toutefois une totale liberté d'appréciation quant à la possibilité d'opter soit pour l'amende administrative, soit pour une solution alternative. ";

- de remplacer la version actuelle du point 24° de l'article 5 du même règlement par la version dont les termes suivent :

« Article 5 : *Le préposé communal du cimetière a pour principales attributions :*

(...)

*24) en cas de constatation d'infraction au présent règlement, la signalisation de ces infractions aux agents habilités pour dresser constat ainsi que l'information au(x) service(s) concerné(s); (...)"*.

## **12. Cafétéria du hall sportif de Kain. ASBL EPESK. Convention de concession de l'espace cafétéria.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Ville de Tournai a construit un nouveau hall sportif à Kain, rue du Vert Lion;

Considérant que, dans ce nouveau hall, un espace de détente a été prévu avec la possibilité de commander des boissons et autres;

Considérant que cet espace a été conçu comme une cafétéria en vue d'offrir un service convivial et attractif aux utilisateurs du hall sportif, étant entendu que l'exploitation de cet espace doit être en harmonie avec les activités sportives pratiquées dans le hall;

Considérant, pour rappel, que la construction du nouveau hall sportif a nécessité la destruction de l'ancien hall sportif, que cet ancien hall contenait également une cafétéria gérée par les clubs sportifs utilisateurs du hall dans le cadre d'une convention de longue durée conclue par la Ville avec l'asbl Sports, culture et loisirs kainois et que suite à la destruction du hall, cette buvette a été transférée dans un local située sous la piscine qui jouxte le hall;



Considérant que le club de football "la Montkainoise " dispose également d'une buvette à proximité immédiate du hall sportif;

Considérant qu'en vue de réduire l'offre d'espaces buvettes offerts à leurs membres par les différents clubs sportifs fréquentant le hall sportif de Kain tout en évitant aux clubs des pertes financières liées à la suppression des espaces buvettes qu'ils géraient jusqu'alors, il leur a été proposé de gérer en commun le nouvel espace "cafétéria" du hall sportif de Kain au travers d'une nouvelle asbl;

Considérant que les clubs sportifs en question, qui sont les principaux utilisateurs du nouveau hall sportif, ont entamé les formalités en vue de la constitution d'une nouvelle asbl dénommée "L'entente pour la promotion et le soutien du sport kainois", soit en abrégé "E.P.E.S.K." laquelle regroupe l'association sportive Montkainoise, l'association sportive Tournai espoir (A.S.T.E.) Kain et le Tournai espoir femina (T.E.F.) Kain;

Considérant le souci de la Ville de conserver la maîtrise de cet outil et de responsabiliser ces clubs par rapport à cet espace de détente mis à leur disposition en établissant une convention de concession d'exploitation;

Considérant la décision du Collège communal du 24 octobre 2014 de marquer son accord, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur les termes de cette convention établie entre les clubs utilisateurs et la Ville;

Considérant que, par délibération du 10 novembre 2014, le Conseil communal a approuvé les termes du projet de convention de concession d'exploitation de la cafétéria du hall sportif "Le Vert Lion" établi entre les clubs utilisateurs du hall et la Ville;

Considérant que l'article 12 de ce projet de convention impose au concessionnaire de respecter le contrat de fourniture dont question ci-après;

Considérant la délibération du Conseil communal du 30 juin 2014 portant décision de passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures ayant pour objet le crédit-bail du mobilier destiné à la cafétéria du hall sportif de Kain;

Considérant la décision du Collège communal du 19 septembre 2014, de désigner l'entreprise GORTS FRERES SPRL comme adjudicataire du marché précité, au montant de son offre corrigée (installation électrique et hydraulique comprise), négociée (ristourne de 20% sur la fourniture de boissons) s'élevant à 40.475,60€ hors TVA, soit 48.975,48€ TVA comprise;

Considérant le contrat de crédit-bail et d'approvisionnement conclu le 12 mars 2015, entre la Ville de Tournai et l'entreprise GORTS FRERES SPRL pour l'exploitation de la cafétéria du hall sportif de Kain;

Considérant que les membres précités de l'ASBL en création refusent de signer le projet de convention de concession de gestion de la cafétéria selon les termes validés par le Conseil communal pour deux raisons :

- aux termes du contrat de fournitures conclu avec la brasserie GORTS, la ristourne annuelle de 20% accordée par la brasserie est affectée au remboursement des investissements réalisés par la brasserie dans l'établissement en question alors que, selon eux, il avait été convenu que la ristourne leur reviendrait en totalité;
- l'accord exclusif de fourniture ne se limite pas aux bières, eaux, limonades comme prévu dans le projet de convention, mais porte également sur des produits tels que café, snacks à l'exclusion des produits d'hygiène;

Considérant qu'afin de débloquer la situation et de pouvoir exploiter la cafétéria dans les meilleurs délais, les représentants de l'association EPESK en voie de constitution ont formulé la proposition suivante :

1. la gratuité de la concession pour la première année d'exploitation, du 1er août 2015 au 31 juillet 2016, en compensation du fait qu'ils n'ont pu l'exploiter durant la saison 2014/2015

2. qu'ensuite, la redevance annuelle de 10.000,00€ soit ramenée à 3.000,00€ (trois mille euros) jusqu'à ce que la ristourne de 20% octroyée par la brasserie soit effectivement payée à l'ASBL exploitante;

Considérant que par décision du 28 août 2015, le Collège communal a marqué son accord de principe sur la proposition formulée ci-avant par les représentants de l'ASBL EPESK en cours de constitution, moyennant le respect des conditions supplémentaires suivantes:

- la prise en charge par l'ASBL du nettoyage des lieux mis à disposition, à l'exception des vitres, étant entendu que si l'association n'assure pas l'entretien régulier des locaux, la Ville y pourvoira d'office, aux frais de l'association;
- l'engagement formel des membres de l'association qui s'interdisent de gérer d'autres buvettes que la cafétéria du hall des sports de Kain;

Considérant que les représentants de l'ASBL EPESK en voie de constitution ont marqué leur accord sur celles-ci;

Considérant, par ailleurs, que l'ASBL en voie de constitution était prête à entamer l'exploitation de la cafétéria dès le 1er octobre 2015;

Considérant qu'il convient en conséquence d'intégrer les modifications proposées dans la convention, à savoir:

- l'article 3 du projet de convention relatif à la durée précise que la prise de cours de la convention a eu lieu le 1er octobre 2015;
- l'article 4 du projet de convention relatif à la redevance annuelle intègre la proposition formulée par l'ASBL EPESK, soit:

- durant la première année, la concession de l'exploitation à titre gratuit par la Ville à l'ASLB;
- à partir de la deuxième année, l'ASBL EPESK paiera à la Ville une redevance annuelle de 3.000,00 € (trois mille euros) pour les mois d'août à mai inclus (les mois de juin et juillet n'étant pas facturés) et ce, jusqu'à ce que la ristourne de 20% octroyée par la brasserie sur la fourniture de boissons lui soit effectivement payée;
- enfin, dès l'instant où l'ASBL percevra l'intégralité de la ristourne de 20%, celle-ci paiera à la Ville une redevance annuelle de 10.000,00 € (dix mille euros) pour les mois d'août à mai inclus (les mois de juin et juillet n'étant pas facturés);

- l'article 6 relatif à l'entretien des lieux et aux réparations prévoira dorénavant que le nettoyage journalier des sols, à l'exception du nettoyage des vitres, sera pris en charge par le concessionnaire aussi longtemps que celui-ci ne sera pas tenu au paiement de la redevance annuelle de 10.000,00 €. Si le concessionnaire n'assure pas le nettoyage régulier des locaux, la Ville y pourvoira d'office, aux frais de l'association;

- Ce même article dispose que dès l'instant où le concessionnaire entamera le paiement de la redevance annuelle de 10.000,00 €, la Ville reprendra à sa charge le nettoyage journalier des sols et continuera d'assumer le nettoyage régulier des vitres;

- un nouvel article 15 est ajouté visant à ce que les membres de l'ASBL s'engagent à n'exploiter aucune autre cafétéria que celle faisant l'objet de la convention;

- enfin, compte tenu du souhait de débiter l'exploitation dès le 1er octobre 2015 et donc de signer la convention sans attendre la présente séance du Conseil communal, un nouvel article 25 est inséré : il contient deux conditions résolutoires affectant l'existence de la convention. Ainsi, à défaut d'accord quant au contenu de la convention, soit de la part du Conseil communal, soit de la part de l'autorité de tutelle, la convention sera résolue de plein droit;

Considérant que, dans l'attente de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'acquisition d'une personnalité juridique par cette ASBL EPESK, les représentants des associations constitutives de cette nouvelle ASBL ont signé la convention en qualité de porte-fort;

Vu l'article L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Vu l'article 1712 du Code civil, lequel stipule: " Les baux des biens nationaux, des biens des communes et des établissements publics sont soumis à des règlements particuliers";  
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège;

A l'unanimité;

### **DECIDE:**

- d'approuver les modifications telles que précisées ci-dessus et d'adopter en conséquence la nouvelle version de la convention, dont les termes modifiés suivent:

" Entre les soussignés :

**La Ville de Tournai** représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, ci-après dénommée "la Ville" ou "le concédant".

Et

**L'ASBL Entente pour la promotion et le soutien du sport kainois**, en abrégé "**EPESSK**" en voie de constitution et pour laquelle les associations citées ci-après se portent fort :

- L'ASBL Tournai Espoir Femina Kain, en abrégé TEFK (n°0464.163.707), dont le siège social est établi à 7540 KAIN (Hall des sports) rue du Vert Lion, et représentée par son Président, M. Daniel Glissoux;
  - L'ASBL Association Sportive Tournai Espoir Kain, en abrégé ASTEK (n°837.504.334), dont le siège social est établi à 7540 KAIN (Hall des sports) rue du Vert Lion, et représentée par son Président, M. Guy Bachelard;
  - L'ASBL Association Montkainoise (n°450.538.868) dont le siège social est établi à 7540 KAIN, rue du Stade Communal, et représentée par son Président, M. Edgard Dupret,
- Ci-après dénommée l'ASBL Entente pour la promotion et le soutien du sport kainois, soit en abrégé "EPESSK" ou "le concessionnaire".

### **PREAMBULE :**

La Ville de Tournai a construit un nouveau hall sportif communal à Kain, rue du Vert Lion.

Au sein de ce nouveau hall sportif dénommé " Le Vert Lion" est prévu un espace de détente avec possibilité d'y boire un verre.

Cet espace a été conçu comme une cafétéria en vue d'offrir un service convivial et attractif aux utilisateurs du hall sportif. Il en résulte que l'exploitation de cet espace doit nécessairement être en harmonie avec les activités sportives développées au sein du hall.

Dans le souci d'assurer cette harmonie et de rendre cet espace convivial et attractif pour les utilisateurs du hall sportif, il a été décidé de confier à ses principaux utilisateurs que sont les clubs sportifs la gestion de cette cafétéria et ce, par voie de concession.

Ce choix est également motivé par les considérations suivantes:

1. le souci de la Ville de conserver la maîtrise de cet outil;
2. le souci de responsabiliser les clubs à l'égard de cet espace de détente mis à leur disposition;
3. la volonté d'éviter une concurrence contre-productive avec les buvettes exploitées par les clubs sportifs dans l'environnement immédiat du nouveau hall sportif tout en maintenant au profit desdits clubs une source de recettes financières destinées au développement de leurs activités sportives.

A cet effet, les principaux futurs utilisateurs de cette nouvelle infrastructure sportive que sont l'association Montkainoise, l'ASTE Kain et le TEF Kain ont constitué une association sans but lucratif et se sont engagés à cesser l'exploitation de buvettes pour leur propre compte.

Au sens de la présente convention on entend :

- par direction du hall des sports de Kain : le service des sports de la Ville de Tournai
- par concierge : la conciergerie de la piscine de Kain
- par gestionnaire du hall : l'agent communal en charge de la gestion du hall.

#### **ARTICLE 1. OBJET - MISSION DU CONCESSIONNAIRE**

Par la présente convention, le concédant confie au concessionnaire, qui accepte, la mission d'exploiter la cafétéria du hall sportif «Le Vert Lion», située dans les installations de celui-ci à 7540 Kain, rue du Vert lion, en vue de servir et promouvoir au mieux les activités se déroulant dans ces installations sportives et dont les limites sont précisées sur le plan en annexe.

Le bien concerné par la concession, dont il est bien entendu que la Ville de Tournai reste propriétaire, comprend une cafétéria équipée (tables, chaises, parasols, banquettes, comptoir, frigos, pompes, beer cooler, machines à café, caisses enregistreuses...), une réserve à boissons et une réserve à matériel dont les surfaces et dispositions sont bien connues des parties.

#### **ARTICLE 2. DESTINATION – ACTIVITES AUTORISEES ET ACTIVITES INTERDITES - MODALITES PARTICULIERES**

##### **A. Destination**

Les lieux visés par la présente convention sont concédés à usage exclusif de cafétéria-brasserie. Tout autre usage est interdit.

##### **B. Activités autorisées et activités interdites**

Le concessionnaire exercera, dans les lieux exploités, les activités suivantes : vente de boissons froides ou chaudes.

Et pour autant que le concessionnaire dispose des qualifications et agrégation requises, il pourra exercer les activités suivantes, à charge pour lui d'assumer toutes les mesures et frais utiles pour se conformer aux dispositions en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire : préparation et vente de plats de restauration ou de petite restauration.

Les soirées dansantes sont prohibées, sauf autorisation écrite et ponctuelle accordée par la Ville.

Le placement de jeux d'argent et la vente (par distributeur ou au comptoir) de chewing-gums sont strictement interdits.

Il est loisible au concessionnaire d'organiser tout repas de groupe à condition que le service à la clientèle du centre sportif soit garanti. Dans tous les cas, la direction du hall sportif «Le Vert Lion» et le concierge doivent être avertis au minimum 5 jours à l'avance. Ces repas se termineront au plus tard à 00 heure 30 pour permettre une fermeture des locaux et un réenclenchement des alarmes à 1 heure 00.

##### **C. Modalités particulières**

Le concessionnaire s'engage à exploiter la cafétéria dans le strict respect de la présente convention et sous sa seule responsabilité.

Il garantit la Ville contre toute action initiée par des tiers et qui trouverait son origine dans l'activité du concessionnaire au sein de l'établissement visé par la présente.

Le concessionnaire assumera à ses frais toutes les charges nécessaires à l'exploitation de la cafétéria autres que celles qui sont légalement, réglementairement ou conventionnellement à charge du concédant.

Les bénéfices réalisés appartiendront au concessionnaire et les pertes éventuelles seront assumées par lui seul, sans recours possible contre le concédant.

Compte tenu de l'intérêt public poursuivi, il est rappelé que la législation sur les baux commerciaux ne sera en aucun cas applicable à la présente convention.

Le concessionnaire gérera la cafétéria dans le respect des bonnes mœurs et évitera tout comportement susceptible de nuire à l'image de marque de la Ville. Il assurera l'exploitation dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que des recommandations formulées par le concédant compte tenu du contexte spécifique d'un centre sportif communal.

Le concessionnaire est tenu de contrôler en permanence les agissements du personnel affecté par ses soins à l'exécution des prestations de la présente concession et veillera à ce que ce personnel ait une conduite irréprochable dans le cadre de l'exécution de ses prestations. Il veillera à communiquer, à la première demande de la Ville, la liste des personnes qu'il affectera à l'exploitation de la cafétéria.

La Ville se réserve le droit, sur base d'une demande motivée, d'exiger le remplacement d'un membre du personnel du concessionnaire qui, dans le cadre de l'exécution de sa prestation, porte atteinte à l'image de service public de la Ville.

Le concessionnaire veillera à prendre toute précaution nécessaire pour que l'exploitation concédée ne provoque pas de troubles de voisinage.

Il veillera également à faire respecter l'interdiction de fumer dans l'enceinte de la cafétéria.

### **ARTICLE 3. DUREE**

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée prenant cours le 1er octobre 2015. Chacune des parties peut résilier la présente convention à tout moment moyennant notification par pli recommandé d'un préavis d'une durée de 6 mois dans le chef du concédant et de 6 mois dans le chef du concessionnaire.

### **ARTICLE 4. REDEVANCE ANNUELLE**

Durant la première saison 2015-2016, l'exploitation de la cafétéria du hall sportif de Kain est concédée gratuitement.

A partir de la saison 2016-2017 qui débute le premier août 2016, le montant de la redevance annuelle est fixé à 3.000,00 € (trois mille euros).

La redevance annuelle est maintenue à 3.000,00€ + indexation aussi longtemps que le montant de la ristourne de 20% octroyée par la brasserie n'est pas reversé par la Ville au concessionnaire en exécution de l'article 12 de la présente convention.

Le montant de la redevance annuelle est porté à 10.000,00€ (dix mille euros) + indexation dès que le concessionnaire obtient le versement sur son compte, en exécution de l'article 12 précité, du montant de la ristourne octroyée par la brasserie.

Cette redevance est payable anticipativement par tranche mensuelle, soit de 300,00€ + indexation, soit de 1.000,00€ + indexation, le 1er de chaque mois à l'exception des mois de juin et de juillet.

La première tranche de 300,00€ + indexation est payable TTC, pour la première fois le 1er août 2016, par ordre permanent au compte bancaire n° BE41 0910 0040 5510 (BIC: GKCCBEBB ) du concédant.

Cette redevance couvre les frais énergétiques (eau, électricité, chauffage), les frais de nettoyage des locaux dans les limites précisées à l'article 6 ainsi que le précompte immobilier.

La redevance sera révisée sur base de l'indice des prix à la consommation à l'expiration de chaque année d'exploitation suivant la formule ci-jointe : redevance initiale multipliée par le nouvel indice et divisée par l'indice de référence.

L'indice de référence est celui du mois de septembre 2015 et s'établit comme suit : 101,15 points.

Le nouvel indice est celui du mois qui précède le réajustement.

Toute somme non payée à son échéance produira de plein droit et sans mise en demeure un intérêt au taux légal applicable en matière commerciale, sans préjudice de l'exigibilité de la redevance.

#### **ARTICLE 5. GARANTIE**

Le concessionnaire déposera sur un compte bloqué à son nom, mais libérable par les deux parties, ou en cas de conflit par une décision de justice, la somme forfaitaire de 2.000,00€ (deux mille euros).

Les intérêts produits seront laissés sur le compte et capitalisés au profit du concessionnaire.

#### **ARTICLE 6. ENTRETIEN DES LIEUX – REPARATIONS**

Le concessionnaire gérera les lieux en bon père de famille.

Le concessionnaire s'engage à entretenir parfaitement les lieux et à assumer toutes les réparations dites «locatives».

Le concessionnaire conservera les lieux en parfait état de propreté.

Le nettoyage journalier des lieux – à l'exception du nettoyage des vitres tant intérieures qu'extérieures - sera pris en charge par le concessionnaire aussi longtemps que le montant de la redevance mensuelle payée à la ville sera limité à 300,00€ (+ indexation) en application de l'article 4 ci-avant. Si le concessionnaire n'assure pas le nettoyage journalier des lieux, la Ville se réserve le droit d'y procéder d'office aux frais de l'association, moyennant une mise en demeure préalable restée sans suite dans les 24 heures de la confirmation par mail de sa formulation verbale auprès de la personne affectée à la gestion quotidienne de la cafétéria.

L'adresse de contact par mail du concessionnaire est : .....

Dès l'instant où le concessionnaire procédera au paiement de la redevance mensuelle de 1.000,00€ + indexation, le nettoyage journalier des lieux incombera à la Ville.

En vue de faciliter le travail du/de la technicien(ne) de surface, le concessionnaire veillera à ce qu'aucun déchet ne traîne sur le sol, les tables et surfaces de travail.

Le concessionnaire s'engage à effectuer le tri des déchets provenant de l'exploitation de la cafétéria.

Le concessionnaire devra aviser immédiatement le gestionnaire du hall ou, en son absence, le concédant, de tout accident qui se produirait dans les lieux, des réparations nécessaires et de tous les dégâts qui surviendraient.

#### **ARTICLE 7. TRANSFORMATIONS**

Le concessionnaire ne pourra apporter aux lieux exploités aucun changement, aucun aménagement, aucune transformation, aucune construction, aucune installation nouvelle, sans l'autorisation préalable, expresse et écrite du concédant.

Tous changements, aménagements ou transformations resteront acquis au concédant, qu'il y ait eu ou non autorisation de ce dernier, et ce, sans que le concessionnaire puisse prétendre à une indemnité quelconque. Le concédant pourra exiger en fin de contrat le rétablissement des lieux dans leur état initial aux frais du concessionnaire.

#### **ARTICLE 8. ETAT DES LIEUX d'entrée et de sortie et constatation des dommages éventuels**

Un état des lieux et un inventaire détaillé du matériel et du mobilier garnissant la cafétéria seront établis contradictoirement dans les 3 jours au plus tard de la prise d'effet de la présente concession. Cet état des lieux et cet inventaire sont annexés à la présente convention et signés par les deux parties.

Au terme de la convention, un état des lieux sera établi contradictoirement le dernier jour d'occupation de la cafétéria.

Au terme de la convention, quelle qu'en soit la cause, le concessionnaire n'aura aucun droit de maintien dans les lieux et ceux-ci devront être restitués en parfait état d'entretien, de propreté et de réparations locatives.

Si nécessaire, le concédant pourra, en fin d'occupation, faire procéder à la remise en état des lieux aux frais du concessionnaire en cas de dégâts autres que ceux résultant de l'usure normale ou de la vétusté.

#### **ARTICLE 9. DROIT DE VISITE**

Le concédant aura un accès permanent aux lieux concédés pour assurer le nettoyage qui lui incombe en vertu des présentes et pour contrôler le parfait respect des conditions fixées dans la présente convention.

#### **ARTICLE 10. SECURITE INCENDIE**

La cafétéria sera toujours équipée d'extincteurs du type agréé par les services d'incendie. Ils seront fixés à des endroits visibles et facilement accessibles. Ils feront l'objet d'un contrôle et d'un entretien réguliers par un organisme agréé, à l'initiative et aux frais du concédant.

Le personnel chargé de l'exploitation de la cafétéria doit être mis au courant de leur mode de fonctionnement.

En cas d'utilisation volontaire ou accidentelle, le concessionnaire avertira immédiatement le gestionnaire du hall.

#### **ARTICLE 11. ASSURANCES**

Le concessionnaire assurera pendant toute la durée de la présente concession tous les risques inhérents à l'occupation et à l'exploitation des locaux (immeuble, matériel, mobilier, marchandises...) concédés et, notamment, sa responsabilité civile ainsi que celle des personnes sous sa responsabilité auprès de compagnies d'assurance agréées par le concédant.

Il soumettra au concédant une copie des polices et devra justifier du paiement régulier des primes, chaque fois qu'il en sera requis par le concédant et ce dans les 8 jours calendrier de la formulation de la demande.

#### **ARTICLE 12. ENGAGEMENT DE FOURNITURES**

La Ville de Tournai a conclu un contrat de crédit bail comprenant un accord d'approvisionnement avec la brasserie GORTS FRERES SPRL. Ce contrat est joint en annexe des présentes et en fait partie intégrante.

Au terme de ce contrat, la brasserie a réalisé des investissements au sein de la cafétéria pour un montant de 48 975,48€ TVA comprise remboursable en 6 ans par le biais de la ristourne de 20% sur les eaux, bières et limonades, accordée à la ville en contrepartie de l'exclusivité de l'approvisionnement. En conséquence, il est prévu que la ristourne fera l'objet d'une retenue par la brasserie pour être affectée au remboursement du montant des investissements réalisés par elle dans la cafétéria.



Dès la fin de la retenue des ristournes par suite du remboursement intégral du montant des investissements réalisés par la brasserie, la ville s'engage à reverser au concessionnaire le montant des ristournes qui lui ont été versées par la brasserie.

Le concessionnaire s'engage à respecter le contrat liant la Ville de Tournai à la brasserie GORTS FRERES SPRL garantissant la Ville contre toute action initiée par le brasseur trouvant son origine dans le non-respect par le concessionnaire d'une obligation d'approvisionnement tirée du contrat en question.

#### **ARTICLE 13. POLITIQUE TARIFAIRE**

Le concessionnaire veillera à communiquer au concédant le tarif des boissons et de la restauration et ce préalablement à son application. Il en sera de même pour toute modification apportée audit tarif. Le concessionnaire s'engage à adapter le tarif précité de manière à répondre aux recommandations émises le cas échéant par le concédant.

Il est convenu qu'en cas de grande manifestation organisée dans le centre sportif, la Ville de Tournai peut autoriser un organisateur à majorer à son profit le tarif des boissons au moyen d'un système de tickets, le concessionnaire étant toujours garanti d'obtenir le tarif de base pour les consommations qu'il livre.

#### **ARTICLE 14. SOUS-LOCATION ET CESSION**

Les droits faisant l'objet de la présente concession sont conférés au concessionnaire à titre exclusif. Il est, en conséquence, interdit au concessionnaire de céder tout ou partie des droits acquis au terme des présentes.

Le fonds de commerce est et demeurera la propriété de la Ville de Tournai.

#### **ARTICLE 15. EXPLOITATION EXCLUSIVE**

Le concessionnaire s'engage à ce que les clubs sportifs qui le composent n'exploitent aucune autre cafétéria que celle faisant l'objet de la présente convention.

#### **ARTICLE 16. EAU – CHAUFFAGE – ELECTRICITE**

Le concessionnaire prendra les mesures nécessaires pour l'entretien régulier et la préservation des conduites, canalisations, compteurs contre tous risques divers, notamment de gelée.

Le concessionnaire veille "en bon père de famille" à éviter tout gaspillage d'énergie.

#### **ARTICLE 17. TELEPHONE**

La ligne téléphonique située à l'intérieur de la cafétéria et à laquelle est attribuée le n° 069/..... (à compléter) est entièrement à charge du concessionnaire et les communications issues de cette ligne lui seront facturées au prix coûtant.

Le concessionnaire s'engage à rembourser à la Ville le coût de l'abonnement et des appels sortants dans les 15 jours de la réception de la facture. A défaut de paiement dans le délai de 15 jours, des intérêts de retard calculés au taux légal applicable en matière commerciale seront dus de plein droit et sans mise en demeure.

Cette ligne téléphonique doit rester en permanence opérationnelle pour le bon fonctionnement de la centrale détection-intrusion et son module de communication d'une part, et pour pouvoir disposer sur le site d'une ligne téléphonique pour les urgences d'autre part.

#### **ARTICLE 18. EXPLOITATION DES DISTRIBUTEURS**

Le concessionnaire obtient le bénéfice du fonctionnement des distributeurs placés dans le hall.  
Il est tenu de veiller à l'approvisionnement et au bon fonctionnement des appareils.  
Le distributeur de marque Coca-Cola fera l'objet d'un contrat de location spécifique avec cette firme.

#### **ARTICLE 19. HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE**

Le concessionnaire s'engage à respecter un horaire minimum d'ouverture de la cafétéria qui sera déterminé de commun accord dans une annexe au présent contrat.

La Ville de Tournai autorise une flexibilité d'horaire au-delà des heures minimales d'ouverture.

Cette flexibilité ne peut, néanmoins, s'apparenter à de l'inconstance. En conséquence, une certaine régularité doit être respectée de manière à ce que les horaires restent prévisibles pour la clientèle.

L'horaire devra être communiqué préalablement au gestionnaire du hall sportif «Le Vert Lion».

Cet horaire sera logiquement adapté aux activités sportives programmées dans le planning hebdomadaire et à l'organisation de manifestations exceptionnelles.

Dans cet horaire, une heure de fermeture sera prévue, laquelle ne pourra enfreindre les dispositions de l'ordonnance de police locale relative aux horaires de fermeture des débits de boissons.

La période de fermeture annuelle de la cafétéria sera également déterminée chaque année de commun accord.

#### **ARTICLE 20. ACCES A LA CAFETERIA**

En dehors des heures d'ouverture et sauf accord particulier donné par le concessionnaire, seuls le gestionnaire du centre sportif, les agents du service des sports de la Ville de Tournai et les agents communaux responsables du nettoyage et de l'entretien sont autorisés à pénétrer dans les locaux décrits à l'article 1 de la présente convention.

Le concessionnaire se doit de verrouiller les différents accès à la cafétéria lors des fermetures.

#### **ARTICLE 21. FERMETURE TEMPORAIRE**

Le concessionnaire renonce à tout dédommagement en cas de fermeture temporaire inférieure à 7 jours, du hall sportif «le Vert Lion», quelle que soit la cause de cette fermeture.

Si la fermeture temporaire excède 7 jours, le concessionnaire pourra prétendre à l'interruption du versement de la redevance mensuelle et ce, au prorata de la période de fermeture de la cafétéria.

En cas de force majeure liée à une catastrophe naturelle ou à un autre événement similaire, le concédant se réserve le droit d'utiliser les locaux décrits à l'article 1, sans préavis et sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à ce dernier par le concessionnaire.

#### **ARTICLE 22. MANIFESTATIONS EXCEPTIONNELLES**

Le fonctionnement de la cafétéria lors de manifestations exceptionnelles organisées dans l'enceinte du centre sportif de Kain par le concédant ou en accord avec lui, fera l'objet d'un accord particulier entre les parties.

#### **ARTICLE 23. RESILIATION – SANCTIONS**

Le concédant sera fondé à résilier le présent contrat aux torts et griefs du concessionnaire en cas de manquement grave à l'une des dispositions du présent contrat.

Constituent une faute grave justifiant la résiliation du contrat :

- le non-respect des réglementations en vigueur;
- le non-paiement de la redevance dans les 30 jours calendrier de l'envoi d'une lettre de rappel;
- la violation de l'obligation en matière de fournitures visée à l'article 12 des présentes;

- l'exploitation de la cafétéria en violation de l'ordre public et plus spécifiquement de la tranquillité publique;
- le non-respect des horaires de fermeture;
- un comportement incompatible avec le caractère de service public de la concession et portant atteinte à l'image de marque de la Ville;
- un manquement répété à l'une des obligations de la présente convention en dépit d'une mise en demeure.

Le concédant sera également fondé à exiger la résiliation de la convention en cas de non-respect par le concessionnaire de ses obligations en matière de TVA et d'ONSS.

En cas de résiliation de la convention aux torts et griefs du concessionnaire, ce dernier sera redevable à la Ville d'une indemnité équivalente à 1 an de redevance augmentée, le cas échéant, de l'indemnisation due au titre de réparation des dégâts subis par le bien concédé.

#### **ARTICLE 24. COMPETENCE TERRITORIALE EN CAS DE LITIGE**

Seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – division Tournai seront compétents en cas de litige.

#### **ARTICLE 25. CONDITION RESOLUTOIRE**

La présente convention est conclue entre la Ville et le concessionnaire sous les conditions que le Conseil communal y marque son accord lors de sa plus prochaine séance et d'absence d'annulation par l'autorité de tutelle.

En cas de désaccord, soit du conseil communal, soit de l'autorité de tutelle, la présente convention sera résolue de plein droit, moyennant l'envoi d'une lettre recommandée.

Le caractère résolutoire des conditions précitées est justifié par la volonté des parties de débiter l'exploitation visée par les présentes dès que possible, en l'occurrence dès le 1er octobre 2015."

### **13. Allocation de fin d'année 2015. Octroi.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le statut pécuniaire du personnel communal accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, arrêté par le Conseil communal du 28 février 2011 (articles 65 et 66 du Chapitre X - Allocation de fin d'année);

Considérant la décision du Conseil communal du 10 novembre 2014 d'octroyer aux titulaires des grades légaux, aux membres du personnel communal et aux agents contractuels dans le cadre des aides à la promotion de l'emploi (A.P.E.), l'allocation de fin d'année, de manière telle que ladite allocation soit liquidée dans le courant du mois de décembre 2014;

Considérant l'adhésion de la Ville au pacte pour une fonction publique locale et provinciale solide et solidaire (convention sectorielle 2005-2006);

Considérant que les pouvoirs locaux gardent leur entière autonomie dans la décision d'attribution de l'allocation de fin d'année;

Considérant que cette année, le saut d'index a bloqué l'indice santé lissé au niveau du mois de mars 2015;

Considérant que pour cette raison, au lieu d'appliquer l'indice santé du mois d'octobre 2015, c'est l'indice lissé qui est pris en compte pour calculer cette allocation;

Considérant qu'en 2014, le calcul de la prime de fin d'année était basé sur l'indice santé de base 2004;

Considérant que les indices santé de base 2004 correspondent au indices santé de base 2013, le mode de calcul restant inchangé;

Considérant que les chiffres de l'allocation de fin d'année 2015 sont parus au moniteur belge du 1er décembre 2015;

Considérant que de ce fait, les montants de l'allocation de fin d'année de 2015 sont indexés de la manière suivante : montant 2014 \* indice santé lissé (100,66) / indice santé lissé d'octobre 2014 (100,23);

Considérant que les crédits budgétaires sont inscrits au budget de l'exercice 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE

d'octroyer aux titulaires des grades légaux, aux membres du personnel communal statutaire, contractuel et contractuel dans le cadre des aides à la promotion de l'emploi (A.P.E.), l'allocation de fin d'année, de manière telle que ladite allocation soit liquidée sur les bases ci-après, dans le courant du mois de décembre 2015.

#### Partie forfaitaire :

$526,36\text{€} * \frac{\text{indice santé lissé d'octobre 2015 (100,66)}}{\text{indice santé lissé d'octobre 2014 (100,23)}} = 528,62 \text{ €}.$

\* montant 2014

Le montant de la partie forfaitaire est obtenu en multipliant la partie forfaitaire de l'année précédente d'une fraction dont le dénominateur est l'indice santé du mois d'octobre de l'année précédente (N-1) et le numérateur l'indice santé du mois d'octobre de l'année considérée (N).

#### Partie variable :

2,5% de la rétribution brute due pour le mois d'octobre 2015, pour la période de référence s'étendant du 1er janvier au 30 septembre 2015.

#### **14. Personnel administratif. Recrutement d'un attaché spécifique A4 en ressources humaines. Modification du cadre et statuts administratif et pécuniaire. Profil de fonction. Approbation.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient en premier :

"Nous allons voter pour du personnel de cadre. Des grèves ont toutefois eu lieu la semaine dernière. On a pu lire dans la presse que le personnel ouvrier se plaignait du manque de personnel et du non-remplacement des départs. Il était reproché, par ailleurs, que toute une série de tâches devaient être externalisées. Je voulais connaître la politique de la Ville en la matière. Est-ce que pour tout ce qui touche le personnel ouvrier, on envisage de faire appel à des services extérieurs et engager plutôt les cadres en interne ou n'est-ce pas le cas ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie-VANDENBERGHE**, prend ensuite la parole :

"Je vais poser la question autrement. De la réponse que nous donnera le Collège, dépendra notre vote au point 15. Pour le point 14, nous avons une position ferme qui va au-delà de l'engagement de personnel de cadre ou d'ouvriers. Suite aux mouvements d'humeur du personnel et à la grève qui a eu lieu, nous avons pu lire que le Collège avait décidé de procéder à quelques engagements. Nous sommes dans le flou. Le chiffre minimaliste qui circule est de 2 personnes en 2016. Le chiffre le plus important est de 11 ou 13. Qu'en est-il ?"

**L'Echevine présidente** donne d'emblée les précisions suivantes, suite à ces interventions :

"Tout d'abord, je confirme que les rumeurs concernant d'éventuelles privatisations à la fois dans le pool nettoyage, mais aussi au niveau de la collecte d'immondices, sont un pur fantasme. Cela n'a jamais été discuté au Collège communal. La question n'a même pas été abordée. Des gens aiment véhiculer des rumeurs. Mais ce ne sont que des rumeurs. Comme le Collège l'a réaffirmé et comme cela a été dit aux membres du personnel, il n'est nullement question de privatisation dans ces secteurs. Au sujet de l'exemple du vitrier, je précise que l'année dernière, nous avons fait appel au privé pour un montant global de 10.400,00€ pour toute l'année, poses et matériaux compris. Dans des cas comme celui-là, nous passons par le privé parce que cela ne nécessite pas l'engagement de personnel.

Pour ce qui est du nombre d'emplois, 11 ouvriers seront recrutés + 3 ouvriers sous contrat à durée déterminée, notamment pour les espaces verts.

Suite à notre négociation avec les syndicats, nous avons renoncé à l'engagement du webmaster qui était prévu initialement dans le plan d'embauche. Nous l'avons remplacé par des ouvriers. Un accord a pu être obtenu avec les différents syndicats sur ce point.

Nous avons été surpris de cette grève. Les années précédentes, nous remplacions un départ sur trois, voire un sur cinq. Cette année, nous avons prévu un plan d'embauche, des nominations, la valorisation des compétences et des qualifications. Nous réaffirmons qu'on ne privatisait pas.

Finalement, cela n'a pas suffi.

Pourtant, malgré le contexte budgétaire difficile, nous avons souhaité faire cet effort. J'ajoute que les moyens dégagés par les départs à la retraite seront consacrés entièrement à la politique du personnel, pour des recrutements, des nominations, de la valorisation de compétences. Nous n'avons pas compris les réactions.

Je précise qu'il y a eu, en outre, plus de nominations chez les ouvriers que chez les employés au cours des années précédentes.

A propos du personnel de cadre dont il est question ce soir, il faut préciser que le chef de projet aura un contrat à durée déterminée jusqu'en 2023. Cette personne sera engagée pour gérer les projets d'investissements financés par le FEDER, soit 100 millions d'euros. Nous n'avons pas de personnel pour gérer ces projets. Nous estimons que, quand on bénéficie d'une enveloppe telle que celle-là, il convient d'y répondre de la manière la plus appropriée pour éviter de perdre des subsides.

Auparavant, c'était Monsieur le Directeur général adjoint qui s'occupait des fonds européens. Il n'a plus le temps de s'occuper de cette tâche. Il faut donc une personne qui puisse reprendre le suivi des fonds européens. Pour ce qui concerne le directeur en ressources humaines, connaissez-vous des entreprises qui ont 900 collaborateurs et pas de directeur en ressources humaines ? Nous estimons aussi que ce n'est pas le travail du directeur général de passer son temps dans une politique de ressources humaines. Il y a beaucoup d'autres choses à faire. In fine, l'engagement d'un directeur en ressources humaines nous fera gagner beaucoup d'argent, initier une nouvelle politique de recrutement, des formations du personnel, d'analyse précise des besoins. Ces perspectives

d'embauche ne sont pas l'apanage de l'un ou de l'autre politicien. Ils ont été présentés par l'administration, en fonction de ses besoins par notre directeur général adjoint."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, reprend la parole :

"Ce point était inscrit à l'ordre du jour en septembre. Il avait été retiré parce que la négociation syndicale n'avait pas eu lieu. Les syndicats étaient déjà de mauvaise humeur à ce moment-là. En octobre, le point a été remis à l'ordre du jour et de nouveau retiré. Tout cela se passait bien évidemment dans le cadre du plan d'embauche dont il a été question le mois dernier lors du vote du budget. Le plan d'embauche, qui accompagnait le budget, ne prévoyait pas l'engagement de 11 ou 13 personnes en 2016. C'était un plan d'embauche relativement réduit. Ici, cela a évolué, tant mieux. La proposition de décision d'aujourd'hui s'inscrit dans le cadre plus général de la mise en oeuvre de la note de politique générale et des choix stratégiques du Collège. Elle s'inscrit également dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'embauche dont on a eu quelques précisions aujourd'hui. Mais on pouvait quand même lire au moment de la présentation du budget que le Collège reconnaissait que des mesures avaient été prises au cours des derniers exercices en vue de réduire les dépenses de personnel. Le cdH n'a jamais eu de problème avec la maîtrise de la masse salariale. Nous avons toujours plaidé en faveur de cette maîtrise. Cela nous tient à coeur. Mais la méthode appliquée nous convient nettement moins. Sur le fond, nous n'avons donc pas de problème avec la maîtrise de la masse salariale. Ce que nous avons constaté à la lecture de la presse, ce qui a énervé le personnel communal dans son ensemble, c'est que depuis trois ans, le Collège a recruté toute une série de personnes qu'on pourrait appeler des cadres. Il ne s'agit pas de parler ici de personnes mais de fonctions, d'autant plus que toute une série de personnes, qui occupent ces fonctions, font très bien leur travail. Ce sont des personnes pour lesquelles nous avons beaucoup de respect. Depuis trois ans, nous avons vu l'engagement d'une spécialiste en communication, d'un spécialiste en matière de finances, d'un nouveau chef au tourisme, d'un spécialiste en matière de patrimoine. Maintenant, on nous parle d'un spécialiste en ressources humaines. Nous avons un chasseur de subsides. Ensuite, on va parler du suivi des projets. Toutes ces personnes, qui ont été engagées au cours de ces trois dernières années, font partie du personnel de cadre. Ce que l'on craignait, c'était une forte diminution du personnel attaché au service de proximité. On a dit tout à l'heure qu'on n'externalisait pas les services. Mais on a vu qu'à un moment donné, la ville a dû faire appel à des ALE pour la remise en état des cimetières. Ce n'est donc pas du personnel communal qui a réalisé ces tâches. On entend des plaintes au service des travaux. C'est un premier constat. Le deuxième constat est issu du procès-verbal du comité de concertation entre la Ville et le CPAS.

Il concerne l'engagement éventuel d'un directeur en ressources humaines. On constate que la majorité souhaiterait que ce directeur soit commun à la Ville et au CPAS. Mais cette personne sera un employé communal. Il travaillera sous l'autorité du directeur général de la Ville. Cette personne n'aura pas de lien hiérarchique avec le CPAS. Nous avons constaté qu'il y avait une divergence de vue entre l'administration et le politique. Au sein de l'administration, des personnes se posent la question de savoir comment une personne attachée à la Ville va jouer un rôle dans une institution disposant d'un statut juridique distinct. Cela nous pose question dans l'organisation du travail de cette personne.

Pourquoi n'a-t-on pas trouvé une formule mieux adaptée aux deux situations ?

Le troisième constat est le suivant : ces deux engagements éventuels sont inscrits dans une réflexion globale sur la restructuration qui va devoir avoir lieu dans le cadre de l'engagement du nouveau directeur général, par promotion. Nous avons l'impression qu'on met la charrue avant les boeufs. La plupart des missions, qui sont reprises dans le document, sont des missions inhérentes, au directeur

général, voire au directeur général adjoint. La personne, qui sera engagée, devra accomplir des missions qui ne sont pas de son ressort et pour lesquelles elle va avoir en permanence l'obligation de se référer au directeur général ou au directeur général adjoint qui est le directeur des ressources humaines de la Ville. On aurait voulu que cet engagement soit présenté dans le cadre d'une restructuration générale de la tête administrative de la Ville. S'il y a une réflexion globale dans ce domaine et si, dans ce dossier, vous nous aviez présenté un organigramme général qui reprenait le directeur général / le directeur général adjoint / le directeur des ressources humaines avec leurs missions bien respectives, nous aurions pu apprécier différemment la situation. On avait presque envie de proposer de postposer cet engagement dans l'attente de cette présentation.

En plus, pourquoi cette personne doit-elle disposer d'un statut A4 qui est l'un des statuts les plus élevés de l'administration ?

Par contre, en ce qui concerne le point suivant, il nous semble important de disposer d'un agent qui va suivre les différents dossiers, puisque les montants sont très importants et qu'il s'agit d'un travail spécifique. Au vu des explications que vous avez données, nous soutiendrons le point 15 et nous voterons contre le point 14 tel qu'il est présenté."

**L'Echevine présidente** apporte alors les précisions suivantes :

"Par rapport au plan d'embauche qui avait été présenté à l'époque, ce qui change ce sont les 3 ouvriers en plus et le webmaster en moins. Le plan d'embauche est celui qui était présenté avec le budget et c'est le résultat de la négociation syndicale.

Pour les différents engagements dont vous parlez, il ne faut pas tout confondre. Il y a deux personnes qui sont membres du cabinet du Bourgmestre. Le spécialiste en communication, le chercheur de subsides sont des membres de ce cabinet. Ils ont un contrat à durée déterminée lié au mandat du Bourgmestre. Pour le spécialiste en finances, vous parlez sans doute de la personne qui remplace l'agent de niveau A qui est décédé. Donc, il s'agit du remplacement d'un agent décédé ou de membres du cabinet maïoral.

En ce qui concerne la directrice de l'office de tourisme, le tourisme est un important vecteur de développement économique pour une région. Nous manquons réellement d'ambition en matière de tourisme. Il nous fallait un responsable du tourisme, si on voulait mener une politique dont notre ville a bien besoin et qu'on n'a jamais menée jusque là. Le but, c'est donc des retombées économiques qui sont bonnes pour tout le monde, notamment pour les finances communales.

Pour le chef de projet, vous y êtes favorable.

Pour le directeur des ressources humaines, je ne comprends pas très bien. Nous tentons de mettre en place des synergies entre la Ville et le CPAS. Le chef de cette personne sera bien évidemment le directeur général de la Ville. Lors de la précédente législature et c'est peut-être de là que vient la confusion, notre ancien directeur général s'impliquait énormément dans la gestion des ressources humaines. Il avait travaillé auparavant à la gestion du personnel. Mais le but n'est pas là. La gestion des ressources humaines sera du ressort du directeur des ressources humaines et plus uniquement du directeur général. Il devra rendre des comptes, à l'instar de tous les agents, au directeur général en sa qualité de responsable de l'organisation générale de l'administration et de chef du personnel. En ce qui concerne le personnel ALE, l'objectif est la réinsertion professionnelle. Nous les remettons sur le chemin de l'emploi. Ils sont encadrés par du personnel communal. Cela fait aussi partie des missions de service public. Cela ne signifie pas que demain, on ne va pas engager. Mais faire de la réinsertion fait partie de nos missions."



Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient à nouveau :

"La manière, dont le Collège conçoit la politique d'embauche, ne nous convient pas. Quand on parle de membres du cabinet, on sait très bien qu'un cabinet est un potentiel utilisable, mais qui varie d'une ville à l'autre. C'est plus globalement un potentiel qui concerne le Collège. Le choix est fait d'engager des cadres dans des cabinets. Dans d'autres villes, on engage dans d'autres domaines. C'est une philosophie générale qui est pratiquée à Tournai. Comme vous l'avez écrit en filigrane dans un certain rapport, si les syndicats n'étaient pas contents et si, à un moment donné, il y a eu un mouvement d'humeur, c'est quand même parce qu'on a l'impression qu'il n'y a plus assez de personnel de proximité et qu'il y a un peu trop de cadres engagés à certains niveaux. Cette perception d'un déséquilibre est difficile à accepter. Dans les cimetières, quand la population a su qu'il s'agissait de personnel ALE, cela signifiait pour elle qu'il n'y avait plus assez de personnel pour travailler correctement.

Nous sommes bien entendu favorables aux synergies. Le problème, je l'ai posé en termes de hiérarchie administrative. Nous aurions voulu que les dossiers soient présentés différemment et que, dans le cadre de sa fonction, le futur directeur des ressources humaines puisse être autorisé à intervenir au CPAS et qu'il ne soit pas simplement un agent communal habilité à aller jeter un oeil de temps en temps et à donner des conseils au CPAS. C'est ce qui ressort d'un rapport qui était joint au dossier. Nous souhaitons que les synergies aboutissent. Nous sommes demandeurs."

Madame la Conseillère communale **Coralie LADAVI**D annonce que le groupe ECOLO votera favorablement pour le poste de directeur des ressources humaines. "C'est utile de disposer de ce genre de fonction avec le nombre de personnes travaillant à la Ville !" dit-elle. Elle s'interroge néanmoins sur la collaboration avec le CPAS.

**L'Echevine présidente** se veut rassurante :

"Cela va se faire en toute intelligence, comme c'est déjà le cas avec le chef de projet informatique qui a été recruté il y a quelques temps et qui établit également des synergies avec le CPAS. Notre objectif est que les synergies se passent bien ! conclut-elle.

Par 28 voix pour et 4 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, M. L. COUSAERT, Mme C. LADAVI, D, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM A. BOITE, T. BOUZIANE, Mme L. DEDONDER, Echevine présidente.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE.

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 visant à mettre en oeuvre une politique de gestion des ressources humaines souple, efficace et adaptée aux réalités communales, en conjuguant qualité du service et respect des agents (page 54 de la DPC);

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les cadre et statuts administratif et pécuniaire du personnel communal arrêtés le 28 février 2011 par le Conseil communal et approuvés le 4 avril 2011 par l'autorité de tutelle;

Considérant qu'en lien direct avec l'efficacité de l'administration et une gestion optimale du personnel, la gestion des ressources humaines est un vecteur essentiel à la mise en œuvre opérationnelle des choix stratégiques du Collège communal dans le cadre du programme stratégique transversal;

Considérant que, dans le contexte économique actuel, il y a lieu de se donner les moyens de développer des synergies (économies d'échelle et suppression des doubles emplois) entre la Ville et le Centre public d'action sociale (CPAS);

Considérant la décision du Collège communal du 18 décembre 2014 arrêtant le plan d'embauche 2015, qui prévoit, entre autres, l'engagement d'un attaché spécifique A4 – ressources humaines;

Considérant que, respectant le principe d'un remplacement pour trois départs naturels, les moyens dégagés permettent le recrutement d'un responsable de la gestion des ressources humaines à la Ville de Tournai;

Considérant la décision du Collège communal du 8 mai 2015 arrêtant comme suit son profil de fonction :

Descriptif de l'emploi :

En tant que responsable de la gestion du personnel, sous la responsabilité du directeur général, il traduira les choix stratégiques du Collège communal en plans opérationnels dans le cadre de la mise en œuvre du programme stratégique transversal. Sa mission principale sera l'implémentation d'une politique de ressources humaines au sein de l'administration communale. Pour cela, il encadrera le service de la gestion du personnel.

En outre, il coordonnera les différentes entités du service en visant à assurer une bonne cohérence de toutes les décisions prises pour l'ensemble de l'administration. Il sera le représentant de son service et le garant de l'efficacité et de la qualité du travail. Il sera également le référent du service en matière de développement informatique de la gestion des ressources humaines et de maîtrise de l'organisation.

En tant que membre du comité de direction, il fournira des conseils stratégiques et opérationnels aux responsables des différentes divisions et services et contribuera ainsi à favoriser les synergies et les transversalités.

En parfaite concertation avec le directeur général et sous son autorité hiérarchique directe, il sera le moteur de la mise en œuvre de la vision de l'administration communale pour ce qui concerne les ressources humaines avec, pour objectif, un service public efficace tout en veillant au bien-être au travail de l'ensemble des agents.

Conformément à la volonté exprimée dans le programme de politique générale, il sera également chargé de la mise en place des synergies, voire des services communs, entre la Ville et le centre public d'action sociale (CPAS).

Autonomie et responsabilités :

Sa mission

Assurer le suivi et la bonne tenue des dossiers relatifs au développement des ressources humaines (recrutement, formation continue, évaluation...) et contribuer à une gestion efficace et performante des ressources humaines, dans le cadre du programme de politique générale et du programme stratégique transversal.

Ses tâches

- Participer à la gestion prévisionnelle efficace des emplois et des compétences (descriptif emploi, référentiels emplois-compétences, processus, organigramme, plan d'embauche, etc.)
- Identifier les besoins qualitatifs et quantitatifs en personnel pour répondre aux orientations arrêtées par les instances décisionnelles.

- Définir et mettre en œuvre des plans d'action répondant aux projets de développement de l'administration en matière de personnel.
- Organiser la gestion des recrutements, des promotions et mobilités internes.
- Participer à la sélection et/ou au recrutement des agents.
- Participer à la gestion des bilans de compétences et évaluations.
- Contribuer à l'élaboration et au suivi du plan de formation.
- Rechercher et évaluer des programmes de formations externes utiles et cohérents pour l'administration.
- Veiller aux conditions de bien-être au travail.
- Assurer le suivi des formations internes et externes.
- Rédiger une analyse annuelle des résultats obtenus (rapport d'activités)
- Optimiser la gestion des ressources humaines dans le respect des moyens budgétaires.
- Être le référent du service sur le plan de l'informatique et de la maîtrise de l'organisation.

#### Ses compétences organisationnelles

- Analyser et intégrer l'information en analysant de manière ciblée les données et en jugeant d'un œil critique l'information;
- Assimiler l'information en rassemblant, traitant et restituant correctement l'information dans les délais impartis;
- Exécuter des tâches en utilisant les moyens disponibles et effectuer les tâches simples ou répétitives de façon autonome, correcte et systématique;
- Structurer le travail en fixant les priorités et en accomplissant une multitude de tâches différentes de façon systématique;
- Gérer le stress en se focalisant sur le résultat, en contrôlant ses émotions et en adoptant une attitude constructive face à la critique;
- Agir de manière orientée "service citoyen" en accompagnant les services internes et les partenaires externes de manière transparente, intègre et objective, en leur fournissant un service personnalisé et en entretenant des contacts constructifs;
- Faire preuve de respect envers les autres, leurs idées et leurs opinions, en acceptant les procédures et les instructions;
- Faire preuve de fiabilité en agissant de manière intègre, conformément aux attentes de l'administration, en respectant la confidentialité, les engagements et en évitant toute forme de partialité;
- Faire preuve d'initiative en adoptant une attitude souple face aux changements et en s'adaptant aux circonstances changeantes et à des situations variées;
- Faire preuve d'engagement en s'impliquant entièrement dans le travail en donnant toujours le meilleur de lui-même, en cherchant à atteindre la meilleure qualité et en persévérant même en cas d'opposition;
- S'autodévelopper en planifiant et gérant de manière active son propre développement en fonction de ses possibilités, intérêts et ambitions, en remettant en question de façon critique son propre fonctionnement et en s'enrichissant continuellement avec de nouvelles idées et approches, compétences et connaissances;
- Communiquer en s'exprimant, tant par écrit qu'oralement, de manière claire et compréhensible et en rapportant les données de manière correcte;
- Partager son savoir-faire en montrant, transmettant et partageant ses connaissances, ses idées et ses méthodes de travail;
- Travailler en équipe en créant et en améliorant l'esprit d'équipe, en partageant ses avis et ses idées et en contribuant à la résolution de conflits entre collègues;
- Savoir utiliser les outils informatiques;

Considérant que, par rapport aux responsabilités et à l'étendue des tâches qui seront confiées au responsable de la gestion des ressources humaines, il conviendrait d'attribuer à cet emploi l'échelle d'attaché spécifique A4;

Considérant que, pour ce recrutement, une modification des cadre et statuts est nécessaire;

Considérant la réunion du comité de concertation Ville-Centre public d'action sociale du 27 mai 2015, dont le procès-verbal est annexé au présent dossier;  
Considérant la réunion des comités de concertation et de négociation syndicale du 27 octobre 2015 qui a débouché sur un protocole d'accord;  
Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;  
Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 11 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

à condition que les crédits budgétaires soient prévus au service ordinaire pour assumer le coût salarial de ce futur engagement de personnel qui doit être repris dans le plan d'embauche lui-même soumis à l'avis favorable du C R A C et du Ministre de la Région wallonne;  
Sur proposition du Collège communal;

Par 28 voix pour et 4 voix contre;

### **DECIDE**

de modifier :

- 1/ le cadre du personnel en y insérant l'emploi d'attaché(e) spécifique A4SP – ressources humaines
- 2/ le statut administratif du personnel en y insérant les conditions d'accès à l'emploi d'attaché(e) spécifique A4 SP - Ressources humaines:

#### **A4 SP. Recrutement**

- Être titulaire d'un diplôme universitaire de préférence en gestion des ressources humaines, en sciences du travail, en sciences psychologiques (à finalité psychologie sociale et du travail, ou «entreprise»)
- Réussir l'examen comportant :

##### 1ère épreuve écrite :

- résumé et commentaire d'un exposé de niveau universitaire (100 points)

##### 2ème épreuve écrite :

- Code de la démocratie locale et de la décentralisation (50 points)
- Loi organique des Centres publics d'action sociale (CPAS) (50 points)
- Loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail et statut administratif du personnel communal (75 points)
- Comptabilité communale (notions) (25 points)
- Tests psychotechniques (à titre indicatif)

3ème épreuve orale : portant sur la motivation du (de la) candidat(e), sur ses connaissances générales et son aptitude à diriger (100 points)

TOTAL des épreuves : 400 points

Chaque épreuve est éliminatoire. Pour être admis(e) à l'épreuve suivante, le (la) candidat(e) devra obligatoirement obtenir 50% des points dans chaque épreuve.

Pour être déclaré(e) admissible, le candidat devra obtenir 60 % des points pour l'ensemble des épreuves, soit 240/400 points.

#### **A5 SP. Évolution de carrière**

L'échelle A5 spécifique liée au grade de premier(ère) attaché(e) spécifique est attribuée en évolution de carrière au (à la) titulaire de l'échelle A4 SP d'attaché spécifique pour autant que soient remplies les conditions suivantes :

- ne pas avoir fait l'objet d'une évaluation qualifiée d'insuffisante
- compter une ancienneté minimale de huit ans dans l'échelle A4 SP d'attaché spécifique

3/ le statut pécuniaire du personnel en y ajoutant l'échelle d'attaché(e) spécifique A4 SP – ressources humaines reprise en annexe de la délibération.

La présente délibération sera transmise pour approbation à l'autorité supérieure.

<b>15. Création d'un service "chef de projet". Recrutement d'un chef de projet. Modification du cadre du personnel communal. Approbation.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les cadre et statuts administratifs et pécuniaires du personnel communal arrêtés le 28 février 2011 par le Conseil communal et approuvés le 4 avril 2011 par l'autorité de tutelle;

Vu le programme de politique générale (P.P.G.) 2012-2018 – ambition 7 : "... Dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi des grands travaux, la majorité se dotera d'une cellule "grands projets" afin d'assurer la coordination et le monitoring des chantiers de grande envergure, et ce en tenant compte de la mise en œuvre des chantiers, des moyens de participation et de communication à l'égard des riverains (citoyens et/ou commerçants)";

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 - Investir dans le personnel communal : un capital humain à valoriser - action 4 : "Mettre en place une structure de pilotage afin d'assurer la coordination et le monitoring des chantiers." ;

Considérant la décision du Conseil communal du 31 mars 2014 approuvant la convention relative aux prestations "in house" pour le dépôt de projets dans le cadre de la programmation européenne Fonds européen de développement régional (FEDER), Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), INTERREG 2014-2020;

Considérant la décision du Collège communal du 28 novembre 2014 désignant un gestionnaire de projet chargé de piloter de manière transversale la mise en œuvre du dossier "TechniCité" pour les parties concernant la Ville;

Considérant la décision du Collège communal du 30 janvier 2015 invitant le comité de direction (CODIR) à formuler une proposition en vue de la constitution d'un service "chef de projet";

Considérant la résolution du comité de direction (CODIR) du 16 mars 2015 de créer un service "chef de projet" pour la mise en œuvre et le suivi des grands travaux;

Considérant que les missions suivantes pourraient être confiées à ce service "chef de projet" :

\* direction stratégique du projet :

- concrétiser la volonté politique
- concevoir et animer le dispositif de pilotage stratégique
- donner la visibilité de l'avancement du projet

- être l'interlocuteur privilégié (interface environnement interne-externe)

\* direction opérationnelle du projet :

- piloter et contrôler la mise en œuvre (y compris la gestion des risques)

- assurer la cohérence par rapport à l'environnement et aux acteurs

- "accorder" les décideurs (aide à la prise de décision);

Considérant que le périmètre d'intervention sera défini selon les projets subventionnés par les fonds européens;

Considérant la décision du Collège communal du 29 mai 2015 présentant les projets retenus par le Gouvernement wallon pour la prochaine programmation des fonds européens, à savoir : Tournai Expo, plateforme multimodale 2.0, Tournai Smart Center, Tournai UNESCO expérience, Negundo 4, Technicité, et décidant la mise en place d'un service spécifique de gestion de ces projets à charge du budget communal;

Considérant la réunion du 31 août 2015 du précomité de pilotage dans le cadre de la programmation européenne FEDER mentionnant, entre autres, la nécessité de recruter un chef de projet en vue de coordonner les grands projets menés par la Ville;

Considérant que l'ampleur de ces projets nécessite la création sans délai d'un service qui sera complètement dédié à leur mise en œuvre, à l'interface de l'agence intercommunale de développement (IDETA) (chargée d'une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée) et les services de l'administration;

Considérant que le service "chef de projet" pourrait être constitué de deux agents placés sous l'autorité du directeur général, soit :

- un ingénieur civil-architecte gestionnaire de projet

- un agent administratif;

Considérant que lesdits postes sont prévus au budget et au plan d'embauche 2016;

Considérant les décisions du Collège communal du 4 septembre 2015 de constituer un comité de pilotage qui sera chargé d'assurer le suivi de la bonne exécution de la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour les projets précités et de créer un service "chef de projet" dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi des grands travaux subventionnés par les fonds européens, d'arrêter le profil de fonction de l'ingénieur civil-architecte (gestionnaire de projet), de modifier le plan d'embauche en conséquence et de solliciter l'avis du centre régional d'aide aux communes (CRAC);

Considérant que le recrutement d'un ingénieur civil-architecte nécessite une modification du cadre du personnel communal;

Considérant que ce recrutement n'a pas d'impact financier sur le Centre public d'action sociale et ne doit donc pas être soumis au comité de concertation Ville-Centre public d'action sociale;

Considérant que la proposition de modification du cadre du personnel communal a été présentée en concertation syndicale ces 27 octobre 2015 et 10 novembre 2015;

Considérant les procès-verbaux des réunions de concertation syndicale relayant l'avis négatif des délégations syndicales;

Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 11 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

à condition que les crédits soient prévus au service ordinaire pour assumer la nouvelle charge de traitement que constitue ce futur engagement et soit inclus dans le plan d'embauche lui-même soumis à l'avis favorable du C R A C et du Ministre de la Région wallonne;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

de modifier le cadre du personnel en y insérant un second emploi d'attaché spécifique ingénieur civil architecte A4SP.

La présente décision sera soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

### **16. Enseignement fondamental. Mise à jour du contrat de guidance avec le centre psycho-médico-social provincial de Tournai.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux et ses modifications ultérieures;

Vu le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux;

Considérant le courrier du 7 octobre 2015 émanant de Monsieur Alain DISEUR, directeur général de la direction générale des enseignements de la province de Hainaut, sollicitant la mise à jour, selon un nouveau modèle annexé au courrier, des contrats de guidance entre les centres psycho-médico-sociaux provinciaux et les écoles relevant de leur ressort;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **MARQUE SON ACCORD**

sur le nouveau modèle du contrat de guidance entre l'administration communale de Tournai et la Province de Hainaut dont les termes suivent :

#### **"CONTRAT DE GUIDANCE**

Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux et ses modifications ultérieures;

Vu le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapports d'activités des centres psycho-médico-sociaux;

ENTRE LES SOUSSIGNES :

d'une part, M. ...., représentant de l'administration communale de Tournai, agissant en exécution d'une décision du Conseil communal du 23 novembre 2015, pouvoir organisateur des établissements d'enseignement (voir liste en annexe)

ET

d'autre part,

la province de Hainaut, pouvoir organisateur du centre psycho-médico-social de Tournai, représentée par Monsieur Alain DISEUR, directeur général de la direction générale des enseignements du Hainaut, agissant en exécution d'une décision du Collège provincial du 1er octobre 2015,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :



**Article 1er** : le premier soussigné confie au second les missions déterminées par le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapports d'activités des centres psycho-médico-sociaux.

**Article 2** : le second soussigné s'engage à assurer sous sa responsabilité, les missions précitées, et ce, à titre gratuit.

**Article 3** : la présente convention entre en vigueur, à dater du 1er septembre 2015, pour une durée de 6 ans, renouvelable par tacite reconduction, pour des périodes successives d'une durée équivalente.

Le contrat peut être résilié par l'une des parties moyennant un préavis de 6 mois notifié par courrier recommandé.

Fait à ....., le ..... en double exemplaire.

Les représentants de la Province de Hainaut,

...

Les représentants du pouvoir organisateur des établissements d'enseignement

...";

### **DESIGNE**

comme signataire de ce contrat, Monsieur l'Echevin de l'enseignement Philippe ROBERT en qualité de représentant de l'administration communale de Tournai, pouvoir organisateur des établissements d'enseignement communaux fondamentaux.

**17. Quartier de BONGNIE. Sécurisation du mur d'enceinte et aménagement des espaces verts. Honoraires. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :!

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 3 juillet 2015, le Collège communal a entendu le bureau d'architecture SOFATELIERS ARCHITECTES et son sous-traitant, le bureau d'études ARCEA, en ce qui concerne les travaux de sécurisation du mur d'enceinte et de l'aménagement des espaces verts au quartier de BONGNIE;

Vu la décision du Collège communal du 3 juillet 2015 de marquer son accord de principe sur ces projets moyennant certaines remarques;

Considérant que l'auteur de projet a déposé les projets définitifs le 1er septembre 2015 en fonction des remarques émises;

Considérant que les mode et conditions de passation de ces marchés ont été arrêtés par le Conseil communal du 22 septembre 2015;

Considérant que les commandes concernant les avant-projets et les projets définitifs ont été faites au bureau d'architecture SOFATELIERS ARCHITECTES, consécutivement à la décision prise par le Collège communal d'entendre ce bureau;

Vu les factures n° 027/15 et n° 028/15 du 1er octobre 2015 émanant de l'auteur de projet d'un montant de 19.705,02 € TVA comprise et de 11.260,01 € TVA comprise relatives aux avant-projets et aux projets définitifs des susdits travaux;

Considérant que le montant total des honoraires s'élève, à ce stade, à 30.965,03 €TVA comprise ;

Considérant que les crédits prévus à l'article 9303/733-60/06 sont insuffisants;

Considérant qu'un crédit de 60.000,00 € est inscrit en modification budgétaire n° 2 présentée en même séance;

Considérant que ces factures doivent être honorées dans un délai de 30 jours;

Considérant que les prestations ont bien été effectuées et qu'il y a lieu de ne pas pénaliser le bureau d'architecture SOFATELIERS ARCHITECTES;

Vu l'article L1311-5 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal,

A l'unanimité;

### **PREND ACTE**

de la décision prise par le Collège communal du 16 octobre 2015, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- d'approuver et d'autoriser le paiement des factures n° 027/15 et 028/15 au bureau d'architecture SOFATELIERS ARCHITECTES relatives à la fourniture des avant-projets et des projets définitifs des travaux de sécurisation du mur d'enceinte et d'aménagement des espaces verts au quartier de BONGNIE, et ce, pour mission accomplie
- de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal
- de pourvoir à la dépense relative à l'exécution de ce marché et d'en donner connaissance au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée via la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015;

### **ADMET**

cette dépense.

<b>18. Hôtel de Ville. Chauffage. Réparation urgente. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1°c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1er 4° et 110 dernier alinéa;

Vu le rapport du 13 octobre 2015 établi par les services techniques, stipulant notamment :

*"Une chute de pression importante du circuit chauffage de l'Hôtel de Ville a été constatée par le service chauffage le vendredi 2 octobre 2015 dans l'après-midi, et le circuit concerné a été isolé à partir du collecteur de la chaufferie.*

*Les tuyauteries chauffage de ce circuit passent en sol sur toute la longueur de la crypte pour remonter dans le local compteur gaz.*

*La société DETECTE-FUITE SPRL a été dépêchée sur place le lundi 5 octobre 2015, vers 9 heures, et a détecté la fuite au pied du mur de séparation de la crypte et du local compteur gaz.*

*Les tuyauteries dans le local compteur gaz et en sol sont isolées par de l'amiante et l'intervention sur celles-ci devra se faire afin de procéder à la réparation de la fuite.*

*Une demande de prix a été effectuée à 3 firmes (CFA, K. BOUVE, ENVISYS).*

*La firme ENVYSIS propose l'offre la plus intéressante au montant de 12.851,00€ hors TVA.*

*Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de rétablir le chauffage alimentant l'aile côté secrétariat communal, il est impératif de débiter les travaux.";*

Vu les offres reçues dans le cadre de la réparation de la fuite au système de chauffage situé dans la crypte de l'Hôtel de Ville :

- la firme CFA : 17.852,46€ hors TVA, soit 21.601,48€ TVA comprise,
- la firme ENVISYS : 12.851,00€ hors TVA, soit 15.549,71€ TVA comprise
- la firme K. BOUVE: 18.403,60€ hors TVA, soit 22.268,36€ TVA comprise;

Considérant que l'auteur de projet propose de désigner la firme ENVISYS au montant de son offre présentant le meilleur rapport qualité/prix, s'élevant au montant de 15.549,71€ TVA comprise;

Considérant que l'urgence de procéder à la réparation de la fuite au système de chauffage situé dans la crypte de l'Hôtel de Ville justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1<sup>c</sup> de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que cette dépense peut être imputée à l'article 104/724-60 du budget extraordinaire 2015;

Considérant la décision prise par le Collège communal en séance du 16 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions des articles L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1<sup>c</sup> de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet la réparation de la fuite au système de chauffage situé dans la crypte de l'hôtel de ville, avec la firme ENVISYS, avenue du Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes, au montant de son offre s'élevant à 15.549,71€ TVA comprise;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de prendre acte de la décision prise par le Collège communal en séance du 16 octobre 2015 et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **PREND CONNAISSANCE**

de la décision prise par le Collège communal en séance du 16 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la réparation de la fuite au système de chauffage situé dans la crypte de l'Hôtel de Ville.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1<sup>c</sup> de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme ENVISYS, avenue du Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes, au montant de son offre s'élevant à 12.851,00€ hors TVA, soit 15.549,71€ TVA comprise. En application des dispositions relatives à l'autoliquidation, la TVA d'un montant de 2.698,71€ sera payée directement à l'administration fiscale.

Article 3 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal.

Article 4 : d'imputer cette dépense sur l'article 104/724-60 du budget extraordinaire 2015;

### **ADMET**

la dépense.

## **19. Ancienne conciergerie de l'Académie des Beaux-Arts. Remplacement de la chaudière. L1222-3.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1<sup>er</sup> 4<sup>o</sup> et 110 dernier alinéa;

Vu le courrier établi par Monsieur Bernard BAY signalant que la chaudière de l'ancienne conciergerie de l'académie des Beaux-Arts est hors service;

Vu le rapport du 12 octobre 2015 établi par les services techniques, stipulant notamment :

*"Suite au courrier du 17 septembre 2015, Monsieur Bernard BAY, directeur de l'académie des Beaux-Arts, signale que la chaudière de l'ancienne conciergerie est hors service (avis donné par le service technique).*

*Une demande de prix a été effectuée auprès de trois firmes, deux ont répondu (ENVISYS, CFA).*

*C'est la firme ENVISYS qui propose l'offre la plus intéressante au montant de 3.950,00€ hors TVA.*

*Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de fournir du chauffage pour que les locaux soient à nouveau occupés, il est impératif de pouvoir débiter les travaux rapidement.";*

Vu les offres reçues dans le cadre du remplacement de la chaudière de l'ancienne conciergerie de l'académie des Beaux-Arts :

- la firme CFA : 4.533,01€ hors TVA, soit 5.484,94€ TVA comprise
- la firme ENVISYS : 3.950,00€ hors TVA, soit 4.779,50€ TVA comprise;

Considérant que l'auteur de projet propose de désigner la firme ENVISYS au montant de son offre présentant le meilleur rapport qualité/prix, s'élevant au montant de 4.779,50€ TVA comprise;

Considérant que l'urgence de procéder au remplacement de la chaudière de l'ancienne conciergerie de l'académie des Beaux-Arts justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup> 1<sup>o</sup> de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que cette dépense peut être imputée à l'article 7341/724-60 du budget extraordinaire 2015;

Considérant la décision prise par le Collège communal en séance du 23 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions des articles L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la chaudière de l'ancienne conciergerie de l'académie des Beaux Arts, avec la firme ENVISYS, avenue du Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes, au montant de son offre s'élevant à 4.779,50€ TVA comprise;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de prendre acte de la décision prise par le Collège communal en séance du 23 octobre 2015 et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **PREND CONNAISSANCE**

de la décision prise par le Collège communal en séance du 23 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la chaudière de l'ancienne conciergerie de l'académie des Beaux-Arts.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme ENVISYS, avenue du Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes, au montant de son offre s'élevant à 3.950,00€ hors TVA, soit 4.779,50€ TVA comprise. En application des dispositions relatives à l'autoliquidation, la TVA d'un montant de 829,50€ sera payée directement à l'administration fiscale.

Article 3 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal.

Article 4 : d'imputer cette dépense sur l'article 7341/724-60 du budget extraordinaire 2015;

### **ADMET**

la dépense.

## **20. Ecole communale du Château. Mise en conformité ascenseur. Article L1222-3.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1er 1° c;

Vu la note de motivation relative à l'ascenseur de l'école communale du Château établie par M. l'ingénieur civil/architecte communal et transmise le 7 octobre 2015 stipulant :

*"L'ascenseur ne peut être mis en service suite à un rapport d'injonction du Service public fédéral, emploi, travail et concertation sociale du 7 juillet 2015.*

*L'ascenseur ne peut être utilisé pour raison de sécurité à partir du 7 octobre 2015.*

*Une demande de prix a été effectuée pour la mise en conformité de l'ascenseur aux firmes COOPMAN et STALIFT TOURNAI.*

*C'est la firme STALIFT TOURNAI qui propose le devis le plus intéressant pour la mise en conformité et la remise en fonctionnement de l'ascenseur. Le prix est de 4.917,00€ hors TVA.*

*Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de pouvoir continuer l'utilisation de l'ascenseur pour les élèves à mobilité réduite, l'ascenseur doit impérativement être mis en conformité."*

Considérant que l'urgence invoquée ci-avant justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et la passation du marché par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1<sup>o</sup> de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'il a donc été proposé au Collège communal du 16 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible et en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1<sup>o</sup> de la loi du 15 juin 2006, un marché de services ayant pour objet la mise en conformité de l'ascenseur de l'école du Château avec l'entreprise STALIFT TOURNAI, chaussée de Douai, 225 à 7500 Tournai, au montant de son offre s'élevant à 4.917,00€ hors TVA, soit 5.949,57€ TVA comprise;

Considérant que des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7227/724-60 et qu'ils permettent de supporter la dépense relative à la mise en conformité de l'ascenseur;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3<sup>o</sup> du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **PREND ACTE**

de la décision prise par le Collège communal du 16 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de services ayant pour objet la mise en conformité de l'ascenseur du l'école communale du Château.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1<sup>o</sup> de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec l'entreprise STALIFT TOURNAI, chaussée de Douai, 225 à 7500 Tournai, au montant de son offre s'élevant à 4.917,00€ hors TVA, soit 5.949,57€ TVA comprise.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'Arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7227/724-60 et permettent de supporter la dépense relative à la mise en conformité de l'ascenseur.

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal qui en prendra acte;

### **ADMET**

la dépense.

<b>21. Hall des sports de Tournai. Mise en conformité ascenseur. Article L1222-3. Acceptation.</b>
--

Le Conseil communal prend la décision suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1er 1° c;

Vu la note de motivation relative à l'ascenseur du hall des sports de Tournai, établie par M. l'ingénieur civil/architecte communal et transmise en date du 7 octobre 2015 stipulant :

*"L'ascenseur ne peut être mis en service suite à un rapport d'injonction du Service public fédéral emploi, travail et concertation sociale du 7 juillet 2015.*

*L'ascenseur ne peut être utilisé pour raison de sécurité à partir du 7 octobre 2015.*

*Une demande de prix a été effectuée pour la mise en conformité à 2 firmes au mois d'août 2015 (SCHINDLER et STALIFT).*

*Seul STALIFT a répondu et propose la mise en conformité au montant de 3.247,00€ hors TVA, avec l'option téléphone à carte avec une redevance de 72,00€ valable pour un an. L'intervention doit se faire rapidement suivant le rapport d'injonction, malgré l'indication de STALIFT pour fin 2016. "*

Considérant que l'urgence invoquée ci-avant justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et la passation du marché par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'il a été proposé au Collège communal du 16 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible et en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006, un marché de services ayant pour objet la mise en conformité de l'ascenseur du hall des sports de Tournai, avec l'entreprise STALIFT TOURNAI, chaussée de Douai, 225 à 7500 Tournai, au montant de son offre s'élevant à 3.247,00€ hors TVA, soit 3.928,87€ TVA comprise;

Considérant que des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7643/724-60, qu'ils permettent de supporter la dépense relative à la mise en conformité de cet ascenseur et que la redevance annuelle de 72,00€ hors TVA (redevance option téléphone à carte) sera imputée sur l'article 7642/123-11 du budget ordinaire;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **PREND ACTE :**

de la décision prise par le Collège communal du 16 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de services ayant pour objet la mise en conformité de l'ascenseur du hall des sports de Tournai.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services, avec l'entreprise STALIFT TOURNAI, chaussée de Douai, 225 à 7500 Tournai, au montant de son offre s'élevant à 3.247,00€ hors TVA soit 3.928,87€ TVA comprise.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.



Article 4 : des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7643/724-60 et permettent de supporter la dépense relative à la mise en conformité de l'ascenseur. La redevance annuelle de 72,00€ hors TVA sera imputée sur l'article 7642/123-11 du budget ordinaire.

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal qui en prendra acte;

### **ADMET**

la dépense.

## **22. Acquisition de matériel destiné à l'entretien des cimetières. Mode et conditions de passation du marché.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition de matériel destiné à l'entretien des cimetières (une machine de désherbage et deux tondeuses);

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 9.300,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 10.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire n°2 sous l'article budgétaire 878/744-51 et que le montant est financé par fonds de réserve;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE:**

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel destiné à l'entretien des cimetières (une machine de désherbage et deux tondeuses) pour un montant estimé à ± 9.300,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : un crédit de 10.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire n°2 sous l'article budgétaire 878/744-51. Le montant est financé par fonds de réserve.

<b>23. Fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai.Tutelle.Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 29 septembre 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 1er octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 1er octobre 2015, réceptionnée le 2 octobre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, elle est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

**Article 1er** : la délibération du 29 septembre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	149.975,15€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	8.946,90€
Recettes extraordinaires totales	160.917,90€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de	50.917,90€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	30.295,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	169.889,80€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	110.708,25€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>310.893,05€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>310.893,05€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

**24. Fabrique d'église Notre-Dame auxiliatrice à Tournai. Tutelle. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 septembre 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 1er octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame auxiliatrice à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 30 septembre 2015 réceptionnée le 2 octobre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, elle est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

**Article 1er** : la délibération du 19 septembre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame auxiliatrice à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	37.908,73€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	30.703,73€
Recettes extraordinaires totales	3.763,07€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de	3.763,07€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.886,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	35.668,80€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	117,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>41.671,80€</b>

<b>Dépenses totales</b>	<b>41.671,80€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

<b>25. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Tutelle. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 2 octobre 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 2 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 9 octobre 2015, réceptionnée le 12 octobre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2015 de la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies, et pour le surplus, approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, cette première modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

**Article 1er** : la délibération du 2 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	25.246,59€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	23.271,59€
Recettes extraordinaires totales	47.459,94€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de	1.573,71€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.160,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.660,30€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	45.886,23€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>72.706,53€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>72.706,53€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

<b>26. Fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain. Tutelle. Modification budgétaire 2015 n°2. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 7 octobre 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 8 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 7 octobre 2015 réceptionnée le 8 octobre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste de cette deuxième modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la deuxième modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, cette deuxième modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1er :** la délibération du 7 octobre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	55.708,65€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	37.359,65€
Recettes extraordinaires totales	155.209,65€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de	486,65€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.675,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	49.520,30€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	154.723,00€



<ul style="list-style-type: none"> <li>dont un mali comptable de l'exercice précédent de</li> </ul>	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>210.918,30€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>210.918,30€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Elleuthère à Blandain
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

## **27. Fabrique d'église Saint-Omer à Kain. Tutelle. Budget 2016. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de ses pièces justificatives le 19 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015, réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le document signalétique de la fabrique d'église a été remis le 7 octobre 2015 à l'administration communale;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

**Article 1er** : la délibération du 17 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête son budget pour l'exercice 2016, est approuvée comme suit :

Recettes ordinaires totales	24.697,45€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	19.813,45€
Recettes extraordinaires totales	5.889,55€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	5.889,55€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.568,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	25.019,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>30.587,00€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>30.587,00€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

### **28. Fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin.Tutelle. Budget 2016. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de ses pièces justificatives le 28 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 15 septembre 2015 réceptionnée le 16 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, avec remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la fabrique d'église a remis le 20 octobre 2015 les pièces justificatives relatives au patrimoine de la fabrique et que le dossier est considéré comme complet;

Considérant que l'organe représentatif agréé, dans sa décision du 15 septembre 2015, réduit à 100,00€ le montant inscrit par le conseil de fabrique à l'article 3 des dépenses du chapitre I afin de maintenir l'équilibre entre les recettes inscrites aux articles 14 et 15 et les dépenses inscrites aux articles 1, 2 et 3;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 15.535,92€ en lieu et place de 15.555,92€;

Considérant que le budget 2016, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

**Article 1er** : la délibération du 26 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 3	Cire, encens et chandelles	120,00€	100,00€
Recettes 17	Supplément de la commune	15.555,92€	15.535,92€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	22.745,74€
- dont une intervention communale ordinaire	15.535,92€

de secours de :	
Recettes extraordinaires totales	9.230,76€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	1.048,76€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.485,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	20.309,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	8.182,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>31.976,50€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>31.976,50€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles), dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

## **29. Fabrique d'église. Eglise protestante baptiste à Tournai. Tutelle. Budget 2016. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le Conseil d'administration de l'établissement cultuel Eglise protestante baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Considérant que le 14 septembre 2015, l'organe représentatif agréé n'a pas rendu de décision à l'égard du budget 2016 endéans le délai de 20 jours lui prescrit pour ce faire et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que sur base du compte 2014 et du budget 2015 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé est un déficit présumé au lieu d'un boni présumé et qu'il y a donc lieu d'adapter le budget en conséquence :

- Reliquat du compte 2014 : 8.529,56€
- Article 18 du budget 2015 : - 11.830,97€
- Mali présumé : 3.301,41€ (article 47 des dépenses extraordinaires);

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 22.687,13€ en lieu et place de 11.175,87€;

Considérant que le budget 2016, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE

**Article 1** : la délibération du 19 août 2015 par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son budget, pour l'exercice 2016, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
18	Boni présumé de l'exercice 2015	8.209,85€	0,00€
15	Supplément de la commune	11.175,87€	22.687,13€
47	Déficit présumé de l'exercice 2015	0,00€	3.301,41€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	22.687,13€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	22.687,13€
Recettes extraordinaires totales	0,00€
- dont un boni comptable du budget 2015 de	0,00€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.970,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	13.415,72€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	3.301,41€
- dont un déficit comptable du budget 2015 de	3.301,41€
<b>Recettes totales</b>	<b>22.687,13€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>22.687,13€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation, datée et signée, doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif du culte concerné (Conseil consultatif du culte protestant et évangélique).

<b>30. Fabrique d'église. Eglise protestante unie de Belgique à Tournai-Estaimpuis. Tutelle. Budget 2016. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 20 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 21 août 2015, par laquelle le Conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant uni de Belgique à Tournai-Estaimpuis arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte, au Conseil communal d'Estaimpuis et au Gouverneur de la Province de Hainaut;

Considérant qu'en date du 3 octobre 2015, le Conseil communal d'Estaimpuis n'a pas rendu de décision à l'égard du budget endéans le délai de 40 jours lui prescrit pour ce faire et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant qu'en date du 13 septembre 2015, l'organe représentatif du culte n'a pas rendu de décision à l'égard du budget 2016 endéans le délai de 20 jours lui prescrit pour ce faire et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant que, sur base du pourcentage des fidèles, le supplément communal à charge de la Ville de Tournai s'élève à 92% de 18.921,56€ soit 17.407,84€ et que le supplément communal à charge de la Ville d'Estaimpuis s'élève à 8% de 18.921,56€ soit 1.513,72€;

Considérant l'inscription de 13.500,00€ à l'article 23 des recettes extraordinaires pour financer des travaux de rejointoiement des façades de l'église et 13.500,00€ inscrits à l'article 51 des dépenses;

Considérant que, suivant le bureau d'études bâtiments de la Ville, 8.000,00€ devraient être inscrits au budget extraordinaire 2016 de la Ville afin de pouvoir réaliser des travaux de rejointoiement des façades de l'église et qu'il y a donc lieu de ramener les montants inscrits aux article 23 des recettes et 51 des dépenses à 8.000,00€;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

**Article 1er** : la délibération du 20 août 2015, par laquelle le Conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant uni de Belgique à Tournai-Estaimpuis arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
------------------	-----------------------	----------------	-----------------



Recettes 23	subsidés extraordinaires de la commune	13.500,00€	8.000,00€
Dépenses 51	grosses réparations à l'église	13.500,00€	8.000,00€

**Article 2 :** la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	22.071,56€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	18.921,56€
Recettes extraordinaires totales	8.318,44€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	8.000,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	318,44€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	8.280,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.110,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	8.000,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>30.390,00€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>30.390,00€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>0,00€</b>

**Article 3 :** en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai-Estaimpuis et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

**Article 4 :** un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5 :** conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6 :** conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai-Estaimpuis
- à l'organe représentatif agréé (Conseil consultatif du culte protestant et évangélique)
- au conseil communal d'Estaimpuis
- au Gouverneur de la province de Hainaut.

### **31. Règlement-redevance sur l'affichage sur les panneaux communaux. Exercices 2016 à 2019. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer le financement général de la Ville ;

Considérant le plan de gestion actualisé 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis de légalité sur la présente décision remis par Monsieur le directeur financier le 9 octobre 2015 et joint en annexe;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **ARRETE :**

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une redevance pour l'apposition, par l'afficheur communal, d'affiches généralement quelconques, visibles de la voie publique.

Article 2 : la redevance est due par la personne qui demande l'apposition de l'affiche.

Article 3 : la redevance est fixée comme suit : 10 fois la valeur du timbre appliqué sur l'affiche, avec un minimum de 2,50€ par tranche de 5 affiches.

Article 4 : la gratuité de l'affichage presté par l'afficheur communal est accordée pour toute affiche exonérée du droit de timbre.

Article 5 : la redevance est payable au moment de la demande.

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément à l'article 1124-40 §1du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et au prescrit du Code judiciaire.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L 1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

### **32. Règlement-taxé déchets, enlèvement et traitement des immondices. Exercice 2016. Approbation.**

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, demande si le problème de pénurie de sacs-poubelle est résolu.

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, lui répond qu'une livraison est prévue le mercredi suivant.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;

Considérant que la répercussion directe des coûts de gestion des déchets résultant de l'activité des ménages ne peut être inférieure à 95% depuis 2012 des coûts de charge de la commune sans toutefois excéder 110% desdits coûts;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer le financement général de la Ville ;

Considérant le plan de gestion actualisé 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier en date du 7 octobre 2015;

Vu l'avis de légalité sur la présente décision remis par Monsieur le directeur financier en date du 9 octobre 2015 et joint en annexe;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **ARRETE :**

Article 1er : il est établi, pour l'exercice 2016, une taxe communale sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et ménagers assimilés.

Est visé l'enlèvement des déchets ménagers et ménagers assimilés.

Article 2 : la taxe est due :

1. par ménage et solidairement par les membres de tout ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de population ou au registre des étrangers, occupant tout ou partie d'immeuble bâti sis sur le territoire de la Ville. Par ménage, on entend soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune;
2. par toute personne physique ou morale gestionnaire d'un établissement hospitalier ou d'une maison de repos pour personnes âgées;
3. par toute personne exerçant une profession indépendante ou dirigeant effectivement une entreprise, un organisme ou un groupement quelconque, à la condition que l'activité se situe en un lieu distinct du domicile de ladite personne, pour chaque immeuble ou partie d'immeuble affecté à ces activités, à l'exception des gestionnaires d'établissements hospitaliers et de maisons de repos pour personnes âgées, par toute personne soumise à la taxe sur les secondes résidences, par la direction de communautés.

4. par toute association de fait culturelle, sportive ou sociale et toute ASBL culturelle, sportive ou sociale occupant de manière permanente tout ou partie d'un bâtiment et ce à titre exclusif.

Article 3 : la taxe est fixée comme suit :

1. pour les contribuables visés à l'article 2 - 1°/ :

- 65,00€ par an par ménage d'une personne
- 110,00€ par an par ménage de plus d'une personne;

2. pour les contribuables visés à l'article 2 - 2°/ :

227,00 € par an par établissement hospitalier ou maison de repos d'une capacité d'hébergement de dix personnes au maximum;

- 454,00€ par an par établissement hospitalier ou maison de repos d'une capacité d'hébergement de plus de dix personnes;

3. pour les contribuables visés à l'article 2 - 3°/ :

- 159,00€ par immeuble affecté aux activités visées par l'article 2.3.

Toute année commencée est due en entier, la situation au 1er janvier de l'exercice étant seule prise en considération.

4. pour les contribuables visés à l'article 2 - 4°/ :

- 159,00€ pour toute association de fait culturelle, sportive ou sociale et toute ASBL culturelle, sportive ou sociale occupant de manière permanente tout ou partie d'un bâtiment et ce à titre exclusif

Article 4 : la taxe n'est pas applicable aux organismes dépendant de l'état, de la province, de la ville ou de l'autorité nationale d'un pays étranger. Si les immeubles abritant ces organismes contiennent des logements privés destinés à l'usage personnel ou professionnel de leurs agents et/ou, a fortiori, d'autres personnes, la taxe sera due par le ou les ménages ainsi logés.

L'exonération de la taxe sera accordée, sur production d'un document probant dans les 6 mois maximum de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, aux contribuables bénéficiant du droit à l'intégration sociale sous forme d'un revenu d'intégration sociale (attestation du centre public d'action sociale) ou du revenu minimum garanti ou de revenus de remplacement similaires à justifier (justificatifs, attestation de l'Office national des Pensions ou assimilée).

Article 5 : il est octroyé, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets et la mise en place d'un service minimum :

- une liasse de 10 sacs prépayés pour les isolés et pour les ménages ayant moins de trois enfants à charge et pour les personnes ayant la jouissance d'une seconde résidence;
- deux liasses de 10 sacs prépayés pour les ménages ayant trois enfants ou plus à charge (familles nombreuses).

Article 6 : la taxe est perçue par voie de rôle.

Article 7 : les contribuables visés à l'article 2-1 et inscrits au registre de population sont recensés et enrôlés sur base des données fournies par le registre national des personnes physiques.

Les autres contribuables visés à l'article 2 sont tenus de remettre une déclaration faite sur une formule délivrée par l'administration communale.

La formule certifiée exacte, datée et signée est remplie conformément aux indications qui y figurent.

La déclaration doit être renvoyée ou remise au service comptabilité-recettes dans un délai de 15 jours ou dans le délai indiqué sur la formule.

Le contribuable, qui n'a pas reçu la déclaration, doit la réclamer au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 8 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

### **33. Finances communales. Subsidés 2015. Octroi aux associations locales (6ème partie). Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique – modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsidés [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs,...)] dans le cadre du budget 2015;

Considérant la délibération du Conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi et le contrôle de l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2014 et depuis le 1er janvier 2015 par des associations locales;

Considérant la délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013 par laquelle il a décidé de déléguer au Collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle

- en nature

- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant, pour rappel, qu'il faut distinguer les subsidés **nominativement inscrits au budget**, des **crédits à répartir** entre différentes associations;

Considérant que les **subsidés nominatifs** sont inscrits au budget 2015 comme suit :

Article	Libellé	Budget 2015	Solde disponible
104/332-02	Subside à la fédération des secrétaires communaux	250,00€	250,00€

1041/332-02	Subside à la fédération des receveurs communaux	250,00€	250,00€
421/332-02	Subside ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00€	0,00€
520/332-02	Subside à Tournai centre-ville ASBL (Après MB)	112.500,00€	0,00€
561/332-03	Subside à l'association des guides de Tournai ASBL	3.500,00€	0,00€
5611/332-02	Subside aux amis de Tournai ASBL (Après MB)	46.000,00€	0,00€
5612/332-02	Subside à Tournai commerces ASBL	7.100,00€	0,00€
6203/332-02	Subvention pour expansion agricole (ASBL Journées internationales de l'élevage et de l'agriculture)	12.500,00€	0,00€
6205/332-02	Subvention service de remplacement agricole	2.500,00€	0,00€
7222/332-02	Enseignement primaire - subvention fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00€	0,00€
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00€	20.000,00€
76204/332-02	Subside Fondation Roger de le Pasture	2.500,00€	2.500,00€
7621/332-02	Subside pour La piste aux espoirs ASBL	15.000,00€	15.000,00€
7623/332-02	Harmonie des pompiers volontaires- subside	11.000,00€	0,00€
7623/332-03	Subside à l'ASBL centre culturel transfrontalier - Maison de la Culture (Après MB)	240.000,00€	0,00€

7625/332-02	Subside à Infor Jeunes ASBL	16.500,00€	0,00€
7627/332-03	Subside au centre de la marionnette ASBL	15.000,00€	0,00€
76301/332-02	Subside à Carnaval de Tournai ASBL	18.000,00€	18.000,00€
76302/332-02	Subside à l'accordéon, moi j'aime ASBL	3.000,00€	0,00€
7632/332-02	Subside ASBL fondation Auschwitz	620,00€	0,00€
76401/332-02	Subside à Cazeau pédale Templeuve ASBL/circuit franco-belge	35.000,00€	35.000,00€
76402/332-03	Subside au Cercle royal de natation de Tournai	20.000,00€	0,00€
76403/332-02	Subside au triptyque des monts et châteaux	5.000,00€ (après modification budgétaire)	0,00€
7645/332-02	Subside aux Tournaisiades	10.000,00€	0,00€
80101/332-02	Subside à VEEWEYDE Tournai ASBL	17.110,00€	0,00€
79030/332-01	ASBL Maison de la laïcité	26.000,00€	0,00€
871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00€	2.500,00€
77101/332-02	A l'aube de l'Europe (MB2)	500,00€	500,00€
<b>TOTAL</b>		<b>648.730,00€</b>	<b>94.000,00€</b>

Considérant que les **crédits à répartir** sont inscrits au budget 2015 comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	3.000,00€
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00€	600,00€
6204/332-02	Subvention associations	1.000,00€	1.000,00€



	d'éleveurs, d'agriculteurs		
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	0,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	1.450,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00€	4.850,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	2.700,00€	200,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00€	100,00€
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00€	300,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	13.675,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	570,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	1.600,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	32.820,00€
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00€	1.500,00€
775/331-01	Prix artistique	3.500,00€	3.500,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	9.600,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	500,00€
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00€	12.400,00€
<b>TOTAL</b>		<b>202.300,00€</b>	<b>87.915,00€</b>

**Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont à différents points de l'article 11 du Règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose:**

"L'objet de la demande de subvention s'inscrira :

- dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le Programme de politique générale 2012-2018 et le Programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :

- \* agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi
- \* agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité
- \* agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport
- \* agir pour atteindre l'excellence environnementale
- \* agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale
- \* agir pour valoriser notre situation géographique
- \* agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.

- dans les valeurs arrêtées dans la Charte des valeurs :

- \* respect – Etre respecté et être respectueux
- \* qualité – Donner le meilleur de soi
- \* honnêteté – Etre intègre
- \* bien-être – Qualité de la vie
- \* écoute – Entendre, s'entendre et être entendu
- \* solidarité – Etre plus forts ensemble
- \* service public – Etre un vrai service public local " :

<b>871/332-02 "Subside à la Croix-Rouge (section de Tournai)"</b>			
<b>Crédit initial : 2.500,00€ - disponible : 2.500,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
Croix-Rouge de Belgique. Section de Tournai	Aide au fonctionnement de l'antenne tournaisienne	2.500,00€	2.500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>2.500,00€</b>	

<b>76301/332-02 "Subside à l'ASBL CARNAVAL"</b>			
<b>Crédit initial : 18.000,00€ - disponible : 18.000,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
ASBL Carnaval	Aide à l'organisation des diverses activités de l'ASBL	22.500,00€	18.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>18.000,00€</b>	

<b>1041/332-02 "Subside à la Fédération des receveurs communaux"</b>			
<b>Crédit initial : 250,00€ - disponible : 250,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>

Fédération des receveurs communaux	Fonctionnement de l'association	250,00€	250,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>250,00€</b>	

<b>104/332-02 "Subside à la Fédération des secrétaires communaux"</b> <b>Crédit initial : 250,00€ - disponible : 250,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
Fédération des secrétaires communaux	Fonctionnement de l'association	250,00€	250,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>250,00€</b>	

<b>77101/332-02 "A l'aube de l'Europe (Francs et Wisigoths)"</b> <b>Crédit initial : 500,00€ - disponible : 500,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
A l'Aube de l'Europe	Création d'un itinéraire culturel tournaisien allant de Tournai à Tolède	Néant	500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>500,00€</b>	

<b>76203/332-02 ASBL Ramdam</b> <b>Crédit initial : 20.000,00€ - disponible : 20.000,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
ASBL Ramdam	Organisation du festival	20.000,00€	20.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>20.000,00€</b>	

<b>76204/332-02 ASBL Roger de le Pasture</b> <b>Crédit initial : 2.500,00€ - disponible : 2.500,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
Roger de le Pasture	Fonctionnement de l'association	2.500,00€	2.500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>2.500,00€</b>	

<b>7621/332-02 La piste aux espoirs</b> <b>Crédit initial : 15.000,00€ - disponible : 15.000,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
Piste aux espoirs	Fonctionnement de l'association	15.000,00€	15.000,00€

<b>Total pour l'article</b>	<b>15.000,00€</b>
-----------------------------	-------------------

<b>76401/332-02 Circuit Franco-Belge</b> <b>Crédit initial : 35.000,00€ - disponible : 35.000,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
Circuit franco-belge	Organisation de l'eurométropole tour	35.000,00€	35.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>35.000,00€</b>	

<b>161/332-02 "Subside pour l'aide au développement"</b> <b>Crédit initial : 20.000,00€ - disponible : 3.000,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
International Hainaut Tourisme	Organisation de la tournée Al Manara Palestine	Néant	2.500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>2.500,00€</b>	

<b>762/332-02 "Associations culturelles et loisirs"</b> <b>Crédit initial : 9.500,00€ - disponible : 4.850,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
Conservatoire de Musique de Tournai	Echange social et culturel avec écoles équatoriennes. Païement acompte billets d'avion	Néant	1.000,00€
Les écrivains publics de Wallonie picarde-PAC	Rencontres citoyennes dans les villages de l'entité	1.500,00€	1.530,00€
Collectif "Les jeunes donnent de la voix"	Fonctionnement de l'association	500,00€	2.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>4.530,00€</b>	

<b>763/332-02 "Subsides pour fêtes et cérémonies"</b> <b>Crédit initial : 38.000,00€ - disponible : 13.675,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
Comité de quartier Saint-Jean	Organisation d'une fête de Noël pour les plus démunis	Néant	500,00€
ASBL "Rencontres	Organisation du	Néant	2.500,00€

inattendues musiques et philosophies"	concert de solidarité avec les réfugiés à la Maison de la Culture		
Les sorcières de l'Louvière	Organisation Halloween	Néant	400,00€
Les gais lurons	Organisation d'une fête villageoise avec tournoi	200,00€	200,00€
El broc del roc	Organisation du 32ème tournoi de jeu de fer	70,00€	70,00€
ASBL Carnaval	Soutien exceptionnel aux activités de l'association pour son 30ème anniversaire	22.500,00€	10.000,00€ (en complément du subside nominatif)
<b>Total pour l'article</b>		<b>13.670,00€</b>	

**764/332-02 "Subside aux associations sportives"**

**Crédit initial : 63.000,00€ - disponible : 32.820,00€**

<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
ASBL section jeunes du RFCT	Organisation du challenge "jeunes" de Wallonie picarde	Néant	1.500,00€
La boule carreaulée de Kain	Fonctionnement de l'association	250,00€	250,00€
Balle pelote de Tournai-Maroc	Fonctionnement de l'association	Néant	500,00€
Basket-ball club de Tournai	Fonctionnement de l'association	1.000,00€	2.500,00€
Estudiantes	Formation globale de plusieurs paires arbitrales	5.000,00€	2.000,00€ (en complément des 5.000,00€ déjà octroyés)
Skill Tournai	Fonctionnement de l'association	5.000,00	5.000,00€
FC Vaulx	Rehaussement des filets	1.000,00€	2.000,00€(en complément des 3.000,00€ déjà octroyés)
Tri GT	Organisation du triathlon des Chauffours 2015	2.000,00€	2.000,00€
CNT natation	Organisation des championnats du	20.000,00€	360,00€ (en complément aux

	Hainaut		20.000,00€ octroyés à la section "water-polo)
RFC Tournai "On your toes"	Projet de séjour alliant le sport et l'apprentissage des langues	Néant	1.000,00€
Rolling zombie Dolls	Fonctionnement de l'association	500,00€	2.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>19.110,00€</b>	

<b>80105/332-02 "Subside aux associations de protection des animaux"</b> <b>Crédit initial : 2.500,00€ - disponible : 500,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
Galgo's dream Belgium	Aide au fonctionnement de l'association qui vient au secours des lévriers espagnols martyrisés	500,00€	500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>500,00€</b>	

<b>761/332-02 Subsidies aux associations de jeunesse</b> <b>Crédit initial : 10.000,00€ - disponible : 1.450,00€</b>			
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>
Masure 14	Aide au fonctionnement de la Maison des jeunes	1.800,00€	750,00€ (en complément des 3.200,00€ déjà reçus)
<b>Total pour l'article</b>		<b>750,00€</b>	

Considérant que, selon leurs déclarations dans le formulaire officiel de demande ou sur constatations, les associations suivantes répondent ou pas aux prescrits de l'article 12 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides :

<p><b>Article 12</b> (règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subventions) : pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. se prévaloir d'une existence de minimum 1 an précédant l'année de la demande</li> <li>2. avoir son siège social sur le territoire de l'entité et intéresser un nombre significatif d'habitants de la Ville de Tournai</li> <li>3. à défaut de répondre au point "b", justifier d'activités régulières ou d'un impact significatif envers la population de l'entité</li> <li>4. disposer d'un compte ouvert au nom de l'association</li> <li>5. disposer de statuts conformes à la loi du 2 mai 2002 et/ou d'un règlement d'ordre</li> </ol>
---

<p>intérieur actualisé (si existant)</p> <p>6. promouvoir des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• basées sur un calendrier</li> <li>• qui s'inscrivent dans une politique d'ouverture au public</li> <li>• qui font l'objet d'une publicité;</li> </ul> <p>7. ne pas avoir d'activités contraires aux principes de la déclaration universelle des droits de l'homme ni se prévaloir de publications ou d'activités à caractère raciste, xénophobe ou sexiste.</p> <p><b>Date out/date in = date d'envoi du formulaire de demande et date de réception à l'administration.</b></p>								
<b>Demandeur</b>	<b>Critère A</b>	<b>Critère B</b>	<b>Critère C</b>	<b>Critère D</b>	<b>Critère E</b>	<b>Critère F</b>	<b>Critère G</b>	<b>Date out/in</b>
Croix Rouge Section de Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	08/06 08/10
ASBL Carnaval	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	02/03 20/10
Fédération des receveurs commun aux	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	12/10 19/10
Fédération des secrétaires commun aux	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	19/10 20/10
A l'aube de l'Europe	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	15/06 26/06
ASBL Ramdam	Ok	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/01 21/10
Fondation de le Pasture	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/01 22/10
Piste aux espoirs	OK	OK	OK	OK	OK	Ok	OK	21/01 27/10
Circuit franco-belge	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/01 21/10
International	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	30/04 22/05



Hainaut Tourisme								et 19/10
Conservatoire de musique de Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	16/10 16/10
Comité de quartier Saint- Jean	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	20/10 20/10
ASBL Rencontres inattendues	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	15/10 19/10
Ecrivains publics- PAC	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	16/10 20/10
Section Jeunes RFCT	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/05 20/10
Galgo's dream Belgium	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	20/10 20/10
Masure 14	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	12/03 16/03
Les sorcières de l'Louvière	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	20/10 21/10
La boule carreaulée de Kain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/10 21/10
Balle pelote Tournai- Maroc	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	26/10 26/10
Basket ball club Tournai	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	26/10 27/10

Estudian tes	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	26/10 27/10
Skill Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/01 27/10
Collectif Les jeunes donnent de la voix	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	27/10 28/10
FC Vaulx	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	27/10 27/10
Tri GT	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	27/10 27/10
CNT Natation	Ok	OK	OK	OK	OK	OK	OK	27/10 27/10
RFC Tournai "On your toes- Everton"	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	27/10 27/10
Rolling zombie Dolls	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	27/10 27/10
Les gais lurons	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	26/10 27/10
El broc del roc	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	26/10 27/10

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement, la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2014, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du Conseil communal des 31 mars 2014, 28 avril 2014, 30 juin 2014, 22 septembre 2014, 10 novembre 2014, 16 décembre 2014 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2014;

Considérant les délibérations du Conseil communal du 27 avril, des 1er et 29 juin, 22 septembre et 26 octobre 2015 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 novembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

1/ d'approuver les subsides nominatifs repris au service ordinaire comme suit :

<b>871/332-02 Subside à la Croix-Rouge (section de Tournai)</b> <b>Crédit initial : 2.500,00€ Disponible : 2.500,00€</b>				
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Croix-Rouge (section de Tournai)	Aide au fonctionnement de l'antenne de Tournai	2.500,00€	2.500,00€	2.500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>2.500,00€</b>		

<b>76301/332-02 Subside à l'ASBL Carnaval</b> <b>Crédit initial : 18.000,00€ Disponible : 18.000,00€</b>				
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
ASBL Carnaval	Aide à l'organisation des diverses activités de l'ASBL	22.500,00€	18.000,00€	18.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>18.000,00€</b>		

<b>1041/332-02 Fédération des receveurs communaux</b> <b>Crédit initial : 250,00€ Disponible : 250,00€</b>				
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Fédération des receveurs	Fonctionnement de l'association	250,00€	250,00€	250,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>250,00€</b>		

<b>104/332-02 Fédération des secrétaires communaux</b> <b>Crédit initial : 250,00€ Disponible : 250,00€</b>				
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Fédération des	Fonctionnement	250,00€	250,00€	250,00€

secrétaires communaux	de l'association			
<b>Total pour l'article</b>		<b>250,00€</b>		

**77101/332-02 A l'aube de l'Europe(Francs et Wisigoths)**  
**Crédit initial : 500,00€ Disponible : 500,00€**

<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Association 1901 A l'aube de l'Europe	Création d'un itinéraire culturel tournaisien allant de Tournai à Tolède	Néant	500,00€	500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>500,00€</b>		

**76203/332-02 ASBL Ramdam**  
**Crédit initial : 20.000,00€ Disponible : 20.000,00€**

<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
ASBL Ramdam	Organisation du festival	20.000,00€	20.000,00€	20.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>20.000,00€</b>		

**76204/332-02 Fondation Roger de le Pasture**  
**Crédit initial : 2.500,00€,00€ Disponible : 2.500,00€**

<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Fondation de le Pasture	Fonctionnement de l'association	2.500,00€	2.500,00€	2.500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>2.500,00€</b>		

**7621/332-02 La piste aux espoirs**  
**Crédit initial : 15.000,00€ Disponible : 15.000,00€**

<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Piste aux espoirs	Fonctionnement de l'association	15.000,00€	15.000,00€	15.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>15.000,00€</b>		

**76401/332-02 Circuit franco-belge**  
**Crédit initial : 35.000,00€ Disponible : 35.000,00€**

<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Circuit franco-belge	Organisation de l'Eurometropole Tour	35.000,00€	35.000,00€	35.000,00€

<b>Total pour l'article</b>	<b>35.000,00€</b>
-----------------------------	-------------------

2/ d'examiner les demandes d'aide financière adressées par les associations et d'octroyer les subsides (6ème partie) repris au service ordinaire comme suit :

<b>161/332-02 Subside pour l'aide au développement</b> <b>Crédit initial : 20.000,00€ Disponible : 3.000,00€</b>				
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
International Hainaut Tourisme	Organisation de la tournée Al Manara	Néant	2.500,00€	2.500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>2.500,00€</b>		

<b>762/332-02 Associations culturelles et loisirs</b> <b>Crédit initial : 9.500,00€ Disponible : 4.850,00€</b>				
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Conservatoire de musique de Tournai	Echange social et culturel avec écoles équatoriennes. Paiement acompte billets d'avion	Néant	1.000,00€	1.000,00€
Les écrivains publics de Wallonie picarde-PAC	Rencontres citoyennes dans les villages de l'entité	1.500,00€	1.530,00€	1.530,00€
Collectif "Les jeunes donnent de la voix"	Fonctionnement de l'association	500,00€	2.000,00€	500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>3.030,00€</b>		

<b>763/332-02 Subsides pour fêtes et cérémonies</b> <b>Crédit initial : 38.000,00€ Disponible : 13.675,00€</b>				
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Comité de quartier Saint-Jean	Organisation d'une fête de Noël pour les plus démunis	Néant	500,00€	500,00€
ASBL Rencontres inattendues	Organisation du concert de solidarité avec les réfugiés à la Maison de la	Néant	2.500,00€	2.500,00€

	Culture			
Les sorcières de l'Louvière	Organisation Halloween	Néant	400,00€	400,00€
Les gais lurons	Organisation d'une fête villageoise avec tournoi	200,00€	200,00€	200,00€
El broc del roc	Organisation du 32ème tournoi de jeu de fer	70,00€	70,00€	70,00€
ASBL Carnaval	Soutien exceptionnel aux activités de l'association pour son 30ème anniversaire	22.500,00€	10.000,00 (en complément du subside nominatif)	10.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>13.670,00€</b>		

**764/332-02 Subsidés aux associations sportives**  
**Crédit initial : 63.000,00€ Disponible : 32.820,00€**

<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
ASBL Section Jeunes du RFCT	Organisation du challenge "jeunes" de Wallonie picarde	Néant	1.500,00€	1.500,00€
La boule carreaulée de Kain	Fonctionnement de l'association	250,00€	250,00€	250,00€
Balle pelote de Tournai-Maroc	Fonctionnement de l'association	Néant	500,00€	500,00€
Basket Ball club de Tournai	Fonctionnement de l'association	1.000,00€	2.500,00€	2.500,00€
Estudiantes	Formation de plusieurs paires arbitrales	5.000,00€	2.000,00€(en complément des 5.000,00€ déjà octroyés)	2.000,00€
Skill Tournai	Fonctionnement de l'association	5.000,00€	5.000,00€	5.000,00€
FC Vaulx	Rehaussement des filets	1.000,00€	2.000,00€ (en complément des 3.000,00€ déjà octroyés)	2.000,00€
Tri GT	Organisation du triathlon des Chauffours	2.000,00€	2.000,00€	2.000,00€

CNT natation	Organisation des championnats du Hainaut	20.000,00€	360,00€ (en complément aux 20.000,00€ déjà octroyés à la section "water-polo")	360,00€
RFC Tournai "On your toes"	Projet de séjour alliant le sport à l'apprentissage des langues	Néant	1.000,00€	1.000,00€
Rolling zombie dolls	Fonctionnement de l'association	500,00€	2.000,00€	2.000,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>19.110,00€</b>		

<b>80105/332-02 Subsidies aux associations de protection des animaux</b> <b>Crédit initial : 2.500,00€ Disponible : 500,00€</b>				
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Galgo's dream Belgium	Aide au fonctionnement de l'association qui vient au secours des lévriers espagnols martyrisés	500,00€	500,00€	500,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>500,00€</b>		

<b>761/332-02 Subsidies aux associations de jeunesse</b> <b>Crédit initial : 10.000,00€ Disponible : 1.450,00€</b>				
<b>Demandeur</b>	<b>Motif</b>	<b>Octroyé 2014</b>	<b>Demande 2015</b>	<b>DECISION</b>
Masure 14	Aide au fonctionnement de la maison des jeunes	1.800,00€	750,00€ (en complément des 3.200€ déjà reçus)	750,00€
<b>Total pour l'article</b>		<b>750,00€</b>		

3/ que les crédits, ou le solde de ceux-ci, feront l'objet d'une décision ultérieure comme suit :

<b>Article</b>	<b>Libellé</b>	<b>Crédit initial</b>	<b>Solde disponible</b>	<b>Solde après nouveaux octrois</b>
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	3.000,00€	500,00€
5211/321-01	Primes aux lauréats du	600,00€	600,00€	600,00€



	marché aux fleurs			
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00€	1.000,00€	1.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	0,00€	0,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	1.450,00€	700,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00€	4.850,00€	1.820,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	2.700,00€	200,00€	200,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00€	100,00€	100,00€
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00€	300,00€	300,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	13.675,00€	5,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	570,00€	570,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	1.600,00€	1.600,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	32.820,00€	13.710,00€
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00€	1.500,00€	1.500,00€
775/331-01	Prix artistique	3.500,00€	3.500,00€	3.500,00€
801/332-02	Subside à diverses	23.750,00€	9.600,00€	9.600,00€

	associations - Aide sociale			
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	500,00€	0,00€
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00€	12.400,00€	12.400,00€
<b>TOTAL</b>		<b>192.300,00€</b>	<b>87.915,00€</b>	<b>48.355,00€</b>

**34. Musée des Beaux-Arts. Demande de prêt de l'œuvre "Joris Van Son, Vanité" pour la fondation Glénat. Approbation.**

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Albert PESIN**, regrette que les valeurs d'assurance des pièces prêtées ne soient plus indiquées.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, dans le cadre de l'exposition "Tables et festins. L'hospitalité dans la peinture flamande et hollandaise du XVIIème siècle... et la bande dessinée" qui se tiendra du 27 novembre 2015 au 27 février 2016 au couvent Sainte-Cécile à Grenoble, la fondation GLENAT sollicite le prêt de l'œuvre suivante :

- Joris van Son, Vanité, XVIIème siècle, huile sur toile, 83,50cm x 100,50cm, collection FAUQUEZ;

Considérant que Monsieur le conservateur du musée des Beaux-Arts a remis un avis favorable concernant le prêt de cette œuvre;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (clou à clou) de l'œuvre prêtée seront totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

d'autoriser le prêt de l'œuvre de Joris VAN SON "Vanité" (XVIIème siècle, huile sur toile, 83,50cm x 100,50cm, collection FAUQUEZ) à la fondation GLENAT dans le cadre de l'exposition "Tables et festins. L'hospitalité dans la peinture flamande et hollandaise du XVIIème siècle... et la bande dessinée" qui se tiendra du 27 novembre 2015 au 27 février 2016 au couvent Sainte-Cécile à Grenoble.

**35. Musée d'Histoire et des Arts décoratifs. Demande de prêt d'un plat polylobé du service d'Orléans pour le musée Nissim de Camondo - Les Arts Décoratifs. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en collaboration avec la Cité de la Céramique/Sèvres et Limoges ainsi que la bibliothèque centrale du Muséum national d'Histoire naturelle, le musée Nissim de Camondo - Les Arts Décoratifs, organisera du 7 septembre 2016 au 8 janvier 2017 une exposition intitulée "*L'Histoire naturelle des oiseaux du comte de Buffon et le succès des services à décor ornithologique des manufactures de Sèvres et Tournai, 1782-1796*";

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs sollicitent le prêt de l'oeuvre suivante : *plat polylobé du service d'Orléans (inv. 421)*;

Considérant que Monsieur le conservateur du musée d'Histoire et des Arts décoratifs a remis un avis favorable concernant le prêt de cette oeuvre;

Considérant qu'en séance du 23 octobre 2015, le Collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt, sous réserve de l'approbation du Conseil communal;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (clou à clou) de l'oeuvre prêtée seront totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

d'autoriser le prêt du *plat polylobé du service d'Orléans (inv. 421)* au musée Nissim de Camondo (Les Arts Décoratifs) dans le cadre de l'exposition "*L'Histoire naturelle des oiseaux du comte de Buffon et le succès des services à décor ornithologique des manufactures de Sèvres et Tournai, 1782-1796*" qui se tiendra du 7 septembre 2016 au 8 janvier 2017 en collaboration avec la Cité de la Céramique/Sèvres et Limoges ainsi que la Bibliothèque centrale du Muséum national d'Histoire naturelle.

**36. IMSTAM (intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron). Assemblée générale ordinaire. Ordre du jour. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la commune/ville à l'IMSTAM (Intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai, Ath, Mouscron);

Considérant que la commune a été convoquée à l'assemblée générale du 8 décembre 2015;

Vu les statuts de l'intercommunale IMSTAM;

Considérant que les délégués des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des Conseils et Collèges communaux,

proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal; Considérant que la commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale; Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale;

Considérant que l'ordre du jour est constitué de 4 points :

- 1) Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 4 juin 2015;
  - 2) Budget et plan stratégique 2016;
  - 3) Démission de 2 administrateurs;
  - 4) Désignation de 2 nouveaux administrateurs;
- Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

d'approuver les 4 points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale IMSTAM du 8 décembre 2015 :

- 1) Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 4 juin 2015;
- 2) Budget et plan stratégique 2016;
- 3) Démission de 2 administrateurs;
- 4) Désignation de 2 nouveaux administrateurs.

### **37. IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut). Assemblée générale. Ordre du jour. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut) et la désignation de ses représentants en séance du 14 janvier 2013;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mercredi 16 décembre 2015, à 18 heures, à la Géode rue de l'Ancre-Charleroi Expo à 6000 Charleroi :

1. 2ème évaluation annuelle du plan stratégique 2014-2016.
2. Nominations statutaires.

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut) du 16 décembre 2015, établi comme suit :

1. 2ème évaluation annuelle du plan stratégique 2014-2016.
2. Nominations statutaires.

### **38. IGRETEC (intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques). Assemblée générale. Ordre du jour. Approbation.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Quels sont les services pour lesquels la Ville fait appel à IGRETEC ?

Nous tenons à faire remarquer que l'enveloppe tiers-investisseurs pour la réalisation de travaux d'économie d'énergie dans les communes du sous-secteur 3 ne fonctionne pas complètement. Certaines communes n'y ont même pas souscrit, or il y a urgence à agir dans ce domaine. Nous marquons néanmoins notre accord sur l'évaluation du plan stratégique."

Membre du conseil d'administration de l'intercommunale IPFH, Monsieur l'Echevin **Philippe ROBERT** donne des précisions au sujet des missions d'IGRETEC.

L'Echevine **présidente** précise que la Ville n'a pas de représentant au conseil d'administration d'IGRETEC.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'IGRETEC (intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques) et la désignation de ses représentants en séance du 14 janvier 2013;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mercredi 16 décembre 2015, à 16 heures 30, à la Géode, rue de l'Ancre, Charleroi Expo, à 6000 Charleroi :

1. Affiliations/Administrateurs.
2. 2ème évaluation annuelle du plan stratégique 2014-2016.
3. In House : propositions de modifications de fiches tarifaires.

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IGRETEC (intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques) du 16 décembre 2015, établi comme suit :

1. Affiliations/Administrateurs.
2. 2ème évaluation annuelle du plan stratégique 2014-2016.
3. In House : propositions de modifications de fiches tarifaires.

#### **Points complémentaires**

<b>111. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.</b>
--

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, hormis celle du groupe ECOLO en début de séance au sujet du point 125 (Finances communales. Réactualisation du plan de gestion pour la période 2016-2020. Approbation), pour lequel il a précisé qu'il s'était abstenu, le procès-verbal de la séance publique du 26 octobre 2015 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

L'**Echevine présidente** clôture la séance publique à 21 heures 27, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 14 décembre 2015. Le Conseil conjoint Ville/CPAS sera convoqué à la même date.